Volume 11 – Nº 2
Juin 2011

Le journal de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Le Patriote

AU SERVICE DE LA NATION

SOMMAIRE

Les élections fédérales du 2 mai 2011 : les causes de la défaite du Bloc Québécois **2**
Le mot du président – Un seul vrai changement pour le Québec s'impose : l'indépendance ! **3**
La westaïlandisation en douce de Lachine **4**
Le Prix Harfang 2011 remis à Josée Legault **5**
Les Canadiens français et les bateaux à vapeur **6**
Le français ne volera jamais bien haut au Canada **7**
Agenda des sections **7**
Les timbres de la SSJB : Jean-Baptiste Meilleur **7**
Après 400 ans de résistance : Cap sur l'indépendance ! **8**
Des anti-loi 101 réclament le retour de la peine de mort pour... les pro-loi 101 ! **10**
Le Québec ne se souvient plus ! **10**
La marche de la Journée nationale des patriotes **11**
Nous sommes arrivés à ce qui commence **12**
J'aurais voté OUI, mais j'étais trop petit **12**
Les anciens présidents de la SSJB : Joseph Dansereau, un président indépendantiste à une époque troublée **13**
Florilège culturel **13**
Comme on dit par chez nous... **14**
Le mot juste... Pour l'amour du français **14**
La première loi linguistique du Québec a 101 ans **14**
Le Mouvement Montérégie français célèbre la Journée internationale de la Francophonie **15**

Célébrons en toute solidarité



En 2011, à l'occasion de la Fête nationale, les Québécoises et Québécois sont invités à redécouvrir les trésors que sont les contes et légendes d'ici. Sur le thème « Entrez dans la légende », vous êtes conviés à rendre hommage à nos plus grands conteurs qui, partout au Québec et parfois au-delà, perpétuent cette tradition orale.

Du Bonhomme Sept Heures à Alexis le Trotteur, de La Corriveau au Géant Beaupré, l'imaginaire collectif québécois est peuplé d'une multitude de contes et légendes à travers lesquels nous revisitons et nous célébrons notre histoire.

Cette tradition de conteurs et de conteuses se poursuit encore aujourd'hui, reprise de belle façon par les Marc Laberge, Fred Pellerin, Myriame El Yamani, Isabelle St-Pierre et combien d'autres. Des conteuses et des conteurs de tout acabit propagent des légendes urbaines dans les réseaux sociaux sur Internet.

Le conte est un miroir du pays, un prisme qui permet de saisir l'âme du peuple qui l'habite. Il raconte notre territoire, notre culture, nos institutions, notre État-nation. Il est aussi le véhicule de la langue française parlée ici, celle d'hier à aujourd'hui. Il nous incite à être fiers, forts et courageux, tels des Jos Montferrand et les autres personnages légendaires qui ont su affronter hier l'inconnu, le mal, les monstres et les obstacles. Ils nous incitent à relever aujourd'hui les défis qui se posent à nous, individuellement et collectivement!

Nous invitons donc tous les citoyens du Québec, de toutes allégeances et de toutes origines, à venir conter, raconter, chanter et célébrer en toute fraternité, en toute solidarité, comme le font depuis des siècles les gens d'ici dès qu'ils sont rassemblés.

Bonne Fête nationale !

Mario Beaulieu

Après 400 ans de résistance, Cap sur l'indépendance !



Batlam, du groupe Loco Locass. (Photo : SSJB)

Le 21 mai dernier, dans le cadre des festivités de la Journée nationale des patriotes, avait lieu le lancement du réseau Cap sur l'indépendance.
Texte et photos en pages 8-9.

La Maison Ludger-Duvernay
Au cœur du mouvement indépendantiste depuis 35 ans

Par Élaine Des Lauriers



Le 17 mai 1976, la Société Saint-Jean-Baptiste quittait le Monument-National, qu'elle avait occupé pendant plus de quatre-vingt ans, pour s'installer à la Maison Ludger-Duvernay, sur la rue Sherbrooke Ouest. La maison victorienne fut nommée Maison Ludger-Duvernay afin de perpétuer la mémoire du fondateur de la Société.

L'édifice a été construit en 1874 par Charles John Brydges. La maison passera entre de nombreuses mains jusqu'à ce que le Club de réforme en fasse l'acquisition en 1914. Elle sera le lieu de rassemblement des libéraux jusqu'en 1972, l'élégante demeure devant fermer ses portes par manque de liquidité. En 1973, la SSJB achète l'édifice et entreprend les rénovations qui en feront la maison que nous connaissons aujourd'hui.

Le 17 mai 1976, le président Jean-Charles DesRoches procède avec beaucoup de fierté, au nom du Conseil général, à l'inauguration officielle du nouveau siège social de la Société. Plus de mille invités assistent à cet événement. Parmi eux, on remarque

suite à la page 2

Envois publications – Publication mail 40009183

RÉPERTOIRE DES BIENS ET SERVICES

Vous voulez annoncer vos services dans *Le Patriote ?* Remplissez notre formulaire en page 16.

Je n'ai jamais voyagé vers autre pays que toi, mon pays.

Gaston Miron

OPINION

Élection fédérale du 2 mai 2011

Les causes de la défaite du Bloc Québécois

Par Pierre Serré



Lorsqu'on regarde les résultats de la dernière élection fédérale, on peut conclure que le mouvement de démocratisation, dans sa dimension individuelle, n'a pas été défait puisque le Nouveau Parti Démocratique en particulier, et la gauche de manière générale, ont clairement supplanté la droite. Même dans l'ensemble du Canada hors Québec, le NPD a progressé (augmentation de 6 % du vote) davantage que le Parti Conservateur du Canada (moins de 5 % d'augmentation), sans compter le recul du Parti Libéral du Canada (diminution de 7 % du vote). Il ne s'agit pas non plus de la défaite de l'option souverainiste, ou encore du nationalisme lui-même, la forme collective du mouvement de démocratisation. Ce qui a été défait est le projet politique proposé par le Parti québécois et défendu par le Bloc Québécois devant les Québécois en 2011. PQ et BQ, l'un ne va pas sans l'autre. Selon Claudette Carbonneau, alors toujours présidente de la CSN :

... l'avenir du Bloc n'a de sens que si le chemin pour mener le Québec à la souveraineté est balisé. « Mais encore faut-il qu'il y ait des perspectives pour que la souveraineté se pose ». Or, le programme du Parti québécois sous la gouverne de Pauline Marois n'édicte plus de moment précis pour la tenue éventuelle d'un référendum. On parle désormais du « moment jugé opportun » . (*Le Devoir*, 6 mai 2011)

En reportant la souveraineté aux calendes grecques tout en tergiversant sur l'à-propos de faire adopter par l'État des mesures d'inspiration nationaliste, la chef du PQ Pauline Marois tue politiquement non seulement le projet de souveraineté, mais aussi le nationalisme. Si la stratégie mise de l'avant est susceptible de faire justice aux francophones et de rétablir dans tous les secteurs de la vie publique une certaine normalité dans les relations majorité-minorité (respectivement plus de 95 % de non-anglophones et moins de 5 % d'anglophones dans la population québécoise), le manque de conviction du parti dit souverainiste est déconcertant. La subordination du BQ et son adhésion au projet velléitaire du PQ indique à tous les militants et à tous les électeurs que le temps de la mobilisation est passé, que l'union sacrée de forces vives n'a plus raison d'être et que chacun est maintenant libre de retourner à la défense de ses intérêts ou des causes auxquelles il croit.

Après le vote conservateur des années Mulroney, le vote bloquiste sous Duceppe et la tentation adéquiste des années 2000, l'élection massive des candidat(e)s du NPD en 2011 s'inscrit dans la foulée de l'échec référendaire de 1995. Peu importe le cadre répressif mis en place par le gouvernement fédéral et le rétrécissement de l'espace de liberté politique qui en a découlé, un fait central demeure : après deux référendums (dont le dernier uniquement gagné par tricherie), la stratégie référendaire actuelle n'offre que paralysie et asphyxie, un cul-de-sac délétère face à l'engagement tous azimuts du gouvernement fédéral et à sa Loi sur la Clarté référendaire. Cette stratégie est imposée par le mode de scrutin majoritaire, qui permet l'élection d'un gouvernement péquiste par le nombre des sièges, malgré qu'il soit minoritaire aux voix. Ce faisant, elle entraîne le PQ dans une surenchère de rassurance de l'électeur frileux et mou qui vote pour des partis fédéralistes et s'identifie à eux. Pour se construire une crédibilité chez les fédéralistes, cette stratégie amène les dirigeants péquistes à adopter des orientations politiques hostiles à leurs propres appuis au sein de l'élite intellectuelle et sociale (notamment les grandes centrales syndicales, premier lieu de contre-pouvoir), pourtant au cœur du mouvement de démocratisation.

Cette déplorable stratégie référendaire a pour effets pervers de repousser à la marge les défenseurs du peuple québécois. Ce faisant, elle engendre un climat de « grande noirceur » qui érige l'auto-flagellation au rang de vertu cardinale afin de convaincre les opposants aux poétiques bienfaits de l'indépendance. Le texte de Michel Seymour (*Le Devoir* du 4 mai 2011) est un exemple simple et typique d'auto-flagellation, de conception simpliste et « marketeuse » de l'opinion publique et de méconnaissance des effets des institutions sur les dynamiques électorale et politique. Face à un Canada anglais qui n'a cessé d'imposer ses vues au Québec depuis 1995, qui ne l'a en aucun cas respecté en tant que partenaire égal ou minoritaire, Seymour (et les Claude Morin et Jean-François Lisée qu'il cite) prône la victimisation, la voie de la sanctification et l'atteinte d'une pureté dans les intentions souverainistes comme moyen de convaincre les fédéralistes récalcitrants de la bonne volonté des souverainistes et du bien-fondé de leur option. Quoi de plus éloigné de la triomphante proposition fédéraliste, pourtant maintenant majoritaire aux sièges!

Cette voie d'action au fort relent religieux est on ne peut plus loin de ce que serait capable d'offrir une volonté politique issue de gouvernements québécois basés sur des coalitions de partis, soutenus par une majorité des voix, capable d'agir sans complexe d'infériorité et sans référendum, de prendre des décisions sans avoir peur de la réaction de l'Île-du-Prince-Édouard ou de l'Alberta, de Gesca ou du Canadian Club, de la bourse de Moose Jaw ou des spéculateurs de Bay Street ou de Surrey. Cette volonté politique nouvelle restructurerait le pouvoir dans la société québécoise, se doterait d'objectifs collectifs et des moyens d'agir pour les réaliser, entrerait immanquablement en contradiction directe avec un Canada anglais encore plus agressif et irrespectueux de la différence québécoise. En lieu et place, le Québec passe plutôt un temps fou à tenter d'influer la gouverne canadienne à travers l'action d'agents québécois plus ou moins pégreux qui œuvrent dans les partis « nationaux » canadiens.

Le ralliement des fédéralistes québécois autour d'un parti fédéraliste québécois qui aurait été incontournable dans la constitution des gouvernements fédéraux aurait pu servir de base à la construction d'un Canada politiquement stable et satisfaisant pour les deux partenaires. Cette option d'un Canada binational aurait pu battre durablement le Bloc québécois sur le terrain de la défense des intérêts du Québec. Ne pas évoquer cette obligation pour les fédéralistes québécois témoigne à la fois de leur intoxication culturelle et de leur subordination aux partis dirigés depuis le Canada anglais. Tant que la relation Québec-Canada restera structurellement fondée sur la domination et que les fédéralistes québécois se satisferont de l'abandon du Québec, le Bloc québécois demeurera pertinent.

•••



suite de la Une

La Maison Ludger-Duvernay

Au cœur du mouvement indépendantiste depuis 35 ans

le premier ministre, Robert Bourassa ; l'archevêque de Montréal, Monseigneur Paul Grégoire; le chef de l'opposition officielle, Jacques-Yvan Morin ainsi que les consuls de pays amis en poste à Montréal, les chefs des différentes communautés ethniques, les anciens présidents de la Société et de nombreux militants.

Les trois principaux salons de la Maison Ludger-Duvernay ont été nommés en honneur d'anciens présidents de la Société. Le choix ne fut pas facile, la galerie des anciens présidents étant prestigieuse. Le salon le plus spacieux porte le nom de Jacques Viger, premier président de la SSJB et premier maire de Montréal ; le deuxième porte celui de Laurent-Olivier David, trente-quatrième président de la SSJB et le troisième a été nommé en l'honneur du Chanoine Lionel Groulx.

La Maison Ludger-Duvernay est aujourd'hui une plaque tournante du mouvement souverainiste. Militantes et militants s'y retrouvent quotidiennement afin de contribuer à leur façon au projet de pays que défend si bien la SSJB. •••

Sources :
Robitaille, Simone. *Maison Ludger-Duvernay.*
Robitaille, Simone. *Noms des salons de la Maison Ludger-Duvernay.*
Turcotte, Gérard. *La Maison Ludger-Duvernay, le prestigieux siège social de la SSJBM.*



Jean-Charles DesRoches, président de la SSJB et Robert Bourassa, premier ministre du Québec.



Jacques-Yvan Morin, chef de l'opposition officielle.



Mgr Paul Grégoire



CONVENTION DE LA POSTE – PUBLICATION 40009183
RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE
NE POUVANT ÊTRE LIVRÉ AU CANADA
AU SERVICE DES PUBLICATIONS
82 SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL QC H2X 1X3
courriel : journal@ssjb.com

Le mot du président général

Un seul vrai changement s'impose pour le Québec : l'indépendance !

par Mario Beaulieu

Plusieurs facteurs ont contribué à produire le dénouement spectaculaire de l'élection fédérale au Québec. D'une part, comme plusieurs sondages l'ont indiqué, cela reflète certainement un goût impérieux de changement en ces temps de morosité et de scepticisme envers le monde politique.

Certains se sont empressés de conclure que la défaite du Bloc Québécois reflète l'appui relatif à l'indépendance du Québec. Mais pourtant, comme l'ont démontré des sondages postérieurs à l'élection, l'appui à la souveraineté se maintient à plus de 40%, et il se situe sans doute à près de 50% lorsque les sondages utilisent la question référendaire de 1995.

En fait, plusieurs signes avant-coureurs étaient apparus lors des élections précédentes, indiquant que le vote et l'appui aux partis politiques souverainistes se distanciaient de plus en plus de l'électorat souverainiste.

Le Bloc a sans doute été victime de la stratégie attentiste et bon-ententiste qui a par trop caractérisé les partis politiques souverainistes depuis 1995. En attendant les conditions gagnantes, on s'affairait à bien gouverner, malgré les embûches inhérentes à notre statut de province, alors que les leviers décisionnels majeurs nous échappent. D'autre part, du côté fédéraliste, on passait à l'attaque avec la menace partitionniste, la loi sur la clarté pour changer les règles du jeu lors d'un prochain référendum, la démonisation du nationalisme québécois, présenté comme xénophobe, alors que le nationalisme « canadian » serait vertueux.



Pendant qu'un vent de mépris s'élevait du Canada anglais, Lucien Bouchard répétait comme un mantra qu'il ne fallait pas réagir aux provocations du fédéral, que les Québécois n'aimaient pas la « chicane », qu'on devait renouveler le discours souverainiste et abandonner le ton revanchard. Toute modification significative pour le renforcement de la loi 101 fut écartée, engendrant une division profonde au cœur de mouvement indépendantiste.

À mesure que la question de l'indépendance était mise de côté, des partis politiques ont été établis en fonction de différents enjeux électoraux. Certains parmi les souverainistes ont tenté de former un nouveau parti indépendantiste. D'autres sont allés militer dans des organisations indépendantistes de la société civile ou en ont créé de nouveaux. Comme la question nationale n'était plus au centre des enjeux électoraux, de plus en plus de souverainistes ont voté pour d'autres partis ou se sont abstenus de voter.

Pour favoriser l'appui à la souveraineté, le PQ et le Bloc ont tenté de recréer l'effet du rejet de Meech, en démontrant l'impossibilité de réformer le fédéralisme. Cependant, de cette façon, ils laissaient entendre que la réforme du système fédéral serait une bonne chose.

L'approche bon-ententiste et l'abandon des revendications linguistiques ont sans doute contribué à donner l'impression qu'il serait possible de négocier un changement constitutionnel favorable au Québec. Par exemple, on se souviendra que lors du jugement de la Cour suprême invalidant la loi 104 sur les écoles passerelles, le NPD et Thomas Mulcair avaient été plus visibles dans leur dénonciation que le Bloc. Cette dénonciation n'était pourtant que de la poudre aux yeux, car le NPD a ensuite refusé de proposer l'utilisation de la clause dérogatoire ou l'application de la loi 101 aux écoles privées. Le Bloc a par ailleurs très peu dénoncé le financement fédéral de plusieurs millions au groupe de pression anglophone *Quebec Community Groups Network*, successeur d'Alliance Quebec.

Qu'on ne se méprenne pas : la défaite du Bloc n'est pas une bonne chose pour l'indépendance. Un Bloc Québécois proactif pour l'indépendance et pour la défense du français au Québec pourrait jouer un rôle déterminant. N'oublions pas que les députés fédéraux au Québec et leur personnel sont financés à même les taxes et les impôts fédéraux payés par les contribuables québécois.

En fait, dans les circonstances, il est étonnant que l'appui à la souveraineté soit demeuré aussi élevé qu'en 1995, bien qu'il n'y ait pas eu campagne d'envergure pour l'indépendance. Qu'un parti indépendantiste ait obtenu la majorité des députés québécois au fédéral pendant une vingtaine d'années alors que la question nationale n'était même pas à l'avant-plan est déjà significatif en soi.

Cette analyse n'est pas nouvelle. La SSJB travaille déjà depuis quelques années à favoriser la concertation des organisations indépendantistes. Depuis près d'un an, une vingtaine d'organismes indépendantistes de la société civile ont décidé de s'accorder afin de mener par leurs actions respectives et conjointes, une campagne citoyenne permanente pour réaliser l'indépendance du Québec.

En préparation depuis plus d'un an, le réseau **Cap sur l'indépendance** se fonde sur l'utilisation d'une technologie d'avant-garde et s'arrime à un portail pour les militants, capsurlindependance.org, permettant à ceux-ci de s'informer, de se former, de s'organiser et d'agir ensemble. Il loge à l'enseigne du cybermilitantisme et des médias sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube. Il regroupe une douzaine de synapses régionales établies dans la plupart des régions du Québec.

L'indépendance est à notre avis un enjeu trop important pour en laisser l'entière initiative aux seuls partis politiques. Pour cette raison, les organismes qui constituent le réseau ont décidé de prendre les choses en main et de se regrouper à l'intérieur de Cap sur l'indépendance.

Nos actions viseront continuellement à démontrer que l'indépendance est l'unique solution viable pour sortir de l'immobilisme actuel, arrêter notre assimilation tranquille et nous épanouir comme État-nation.

Nous ne voulons pas quelques accommodements du fédéralisme qui nous permettraient d'instaurer des politiques spécifiques, nous voulons la liberté de décider par nous-même ce qui va façonner notre avenir collectif.

Quels que soient les modalités et le moment de l'accession du Québec à l'indépendance, il existe un impératif présent et incontournable : disposer d'une majorité solide d'appuis à l'indépendance.

Vive la liberté! Vive l'indépendance! •••

Comité Fleurdelisé

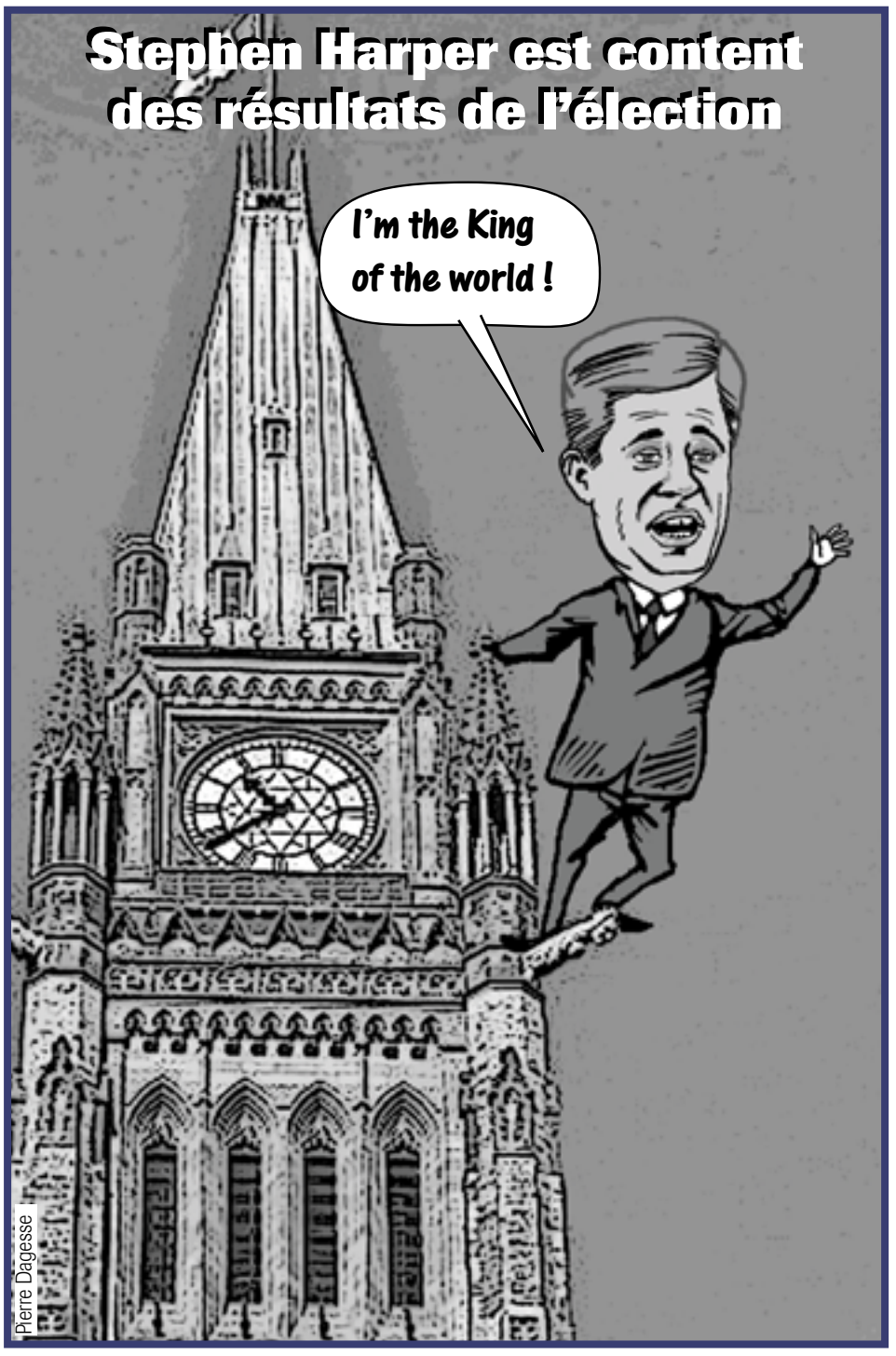


Lors de l'Assemblée générale annuelle 2011, les délégué-es ont voté une proposition demandant de former un comité Fleurdelisé. Sa mission : amener les Québécoises et les Québécois à être fiers de leur drapeau.

Pour ce faire, le comité prévoit, entre autres, organiser des défilés, des marches et faire en sorte que les gens connaissent mieux l'histoire de leur drapeau.

Le comité est en voie de formation. Si vous êtes intéressé à y participer, communiquez avec nous.

Appelez au 514-843-8851, poste 241



La westaïlandisation en douce de Lachine

par Claude G. Charron



L'ex-Centre hospitalier de Lachine devenu « le campus de Lachine du McGill University Health Center/Centre universitaire de santé McGill ».

En 2008, le Centre hospitalier de Lachine devint une institution bilingue après qu'on ait fait miroiter aux Lachinois qu'ils ne pourraient conserver leur hôpital qu'à la condition qu'il devienne un pavillon du McGill University Health Center.

On nous annonce maintenant que le Collège Sainte-Anne de Lachine deviendra un cégep privé bilingue.

Deux événements qui, subtilement, ouvrent la porte à une westaïlandisation en douce de cet arrondissement qui, dans son passé de ville, avait donné l'image d'un irréductible petit village gaulois. Comportement en effet digne d'Astérix et d'Obélix que cette manifestation citoyenne de 1997 devant l'Hôtel de ville de Lachine afin que les élus municipaux aient le courage de résister aux pressions de leurs homologues des villes voisines pour qu'ils suivent leur exemple et votent une résolution « partitionniste ».

Ceci semble être d'un passé lointain quand on considère la facilité avec laquelle le CA du CSSS du coin a réussi à convaincre la population qu'il valait mieux accepter de voir leur hôpital annexé au CHU McGill « que de n'pus avoir d'hôpital pantoute ». N'est-ce pas avoir laissé entrer le renard dans le poulailler que d'accepter un tel troc ?

Autre brèche: ce « Collégial international Sainte-Anne » ainsi nommé par son directeur qui déclare que les étudiants ne devront pas être surpris si l'on s'adresse à eux en anglais dans les corridors et dans la cour.

Un Ouest de l'île devenu « West Island »

Longtemps, Lachine a été une ville sous forte influence anglo-saxonne. Le fait d'être située en amont d'un canal facilitant les échanges commerciaux entre parties orientale et occidentale du Canada, a permis que s'y implantent moult entreprises de toutes ampleurs et de toutes vocations. Et dont les propriétaires étaient immanquablement anglophones. Nombreux, les Canadiens français n'y étaient engagés que comme main-d'œuvre peu spécialisée. Ils habitaient tout près de leur travail, dans le « Bas-de-Lachine » tandis que cadres et contremaîtres anglophones résidaient dans le « Haut-de-Lachine ».

Plus à l'ouest, les villes de Dorval, Pointe-Claire, Sainte-Geneviève de Pierrefonds et Sainte-Anne de Bellevue se confondaient territorialement à la paroisse. C'était le temps où, même si de riches anglophones construisaient de somptueuses résidences aux abords du lac Saint-Louis, et si d'autres se bâtissaient de plus modestes chalets aux abords des lignes du CN et du CP, le français demeurait la langue la plus parlée.

Les choses changèrent radicalement à partir de 1941 avec l'ouverture de l'aéroport de Dorval. Ottawa étant le maître d'œuvre du chantier, l'anglais pris forcément du galon. Un second facteur qui a joué en faveur de cette langue a été celui qu'un trop grand nombre de cultivateurs de la place aient accepté de céder leur terre pour une bouchée de pain à des spéculateurs, presque tous anglophones, et mieux renseignés qu'eux quant à leur réelle valeur.

Grand avantage de ce territoire au moment du boom économique qui suit le second conflit mondial, les infrastructures de transport sont en place et il y a cette capacité d'aller et de retour du bureau sans l'obligation de traverser de pont. Des privilèges que ne pouvaient se permettre que les mieux nantis de la société, et on sait qu'avant que débute la Révolution tranquille et que les effets de la loi 101 se fassent sentir, ceux-ci ne parlent souvent et uniquement que la langue de Shakespeare.

En une ou deux générations, les parlants français à l'ouest de Lachine ont vu leur univers basculer. Dans les nouvelles rues sillonnant les anciennes terres, on ne parle maintenant qu'anglais. Le français n'est plus entendu qu'autour des maisons qui jouxtent l'église. Les écoles se dépeuplent tandis que, dans la campagne environnante, on en construit d'autres pour les enfants des nouvelles familles. Avec l'anglais comme langue d'enseignement. C'en est alors terminé de cette capacité qu'auparavant avaient ces ex-villageois d'intégrer les Néo-Québécois à leur culture. Ce seront dorénavant les banlieusards anglophones qui détiendront ce stratégique avantage. Et ce sont maintenant eux qui contrôlent l'agenda politique. À tous les niveaux de pouvoir.

À tous les niveaux ?

Moins semble-t-il au provincial dans les années qui suivent la Révolution tranquille. Pendant cette période d'effervescence nationaliste, les citoyens anglophones craignent la nouvelle donne politique qui semble s'installer à demeure au Québec

À l'automne 1962, les libéraux ne semblent plus être les alliés naturels de la riche minorité anglophone. Dans les chaumières de Beaconsfield, on n'apprécie guère le «Maîtres chez-nous», *a very sad slogan from guys who are supposed to be our friends.* À cette époque du *What does the Quebec wants?,* il y a certainement beaucoup d'exaspération quand le FLQ fait sauter ses bombes dans les boîtes aux lettres de Westmount. Mais, convaincu que la police va dénicher les auteurs de ces attentats, on ne s'en fait pas outre mesure. Pas plus qu'on est dérangé du fait que le RIN présente des candidats « séparatistes » aux élections de 1966. Mais la situation change du tout au tout quand on voit l'accueil que la population québécoise réserve à de Gaulle.

Appel au « Real Government »

En ces années de turbulence, les Anglo-Canadians souhaitent que le gouvernement fédéral mette de l'ordre dans la maison Québec. On s'inquiète du côté mollasson du premier ministre Pearson. Mais tout change en 1968 avec l'arrivée au pouvoir de Trudeau, changement qui se manifestera très tôt quand décède André Laurendeau, cet encombrant intellectuel aux yeux du nouveau premier ministre.

En 1963, le rédacteur en chef du *Devoir* n'avait accepté l'invitation de Pearson de co-présider une commission royale d'enquête sur le bilinguisme qu'à la seule condition qu'elle en soit également une sur le biculturalisme. Laurendeau défendait le principe d'égalité entre « les deux peuples fondateurs » et, en 1965, le Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme reflétait sa façon de penser. L'antinationalisme de Trudeau était aux antipodes de cette manière de voir le Canada. Devenu premier ministre, il n'eut pas à prendre la désagréable décision de faire « démissionner » Laurendeau pour le remplacer par quelqu'un pouvant mieux correspondre à ses idées.

Jean-Louis Gagnon a livré la marchandise. Le rapport final de la Commission BB émit des recommandations allant à l'encontre du principe d'égalité à établir entre les deux peuples fondateurs tel que souhaité par Laurendeau. La loi sur les langues officielles sera inspirée de ce rapport final. Une loi qui a tout pour plaire aux amis de PET résidant à l'ouest de Lachine avec son objectif d'appuyer le développement des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. C'est ainsi que dans ce presqu'Ontario qu'est devenu l'ouest de Lachine, ce sont les Anglos qu'on décide d'aider afin qu'ils conservent leur langue et leur culture. Le monde à l'envers !

Un ouest de Lachine devenu « Manitoba in Quebec »

Autre apport bienveillant de Trudeau vis-à-vis des Anglos résidant à l'ouest de Lachine : le multiculturalisme. On sait que l'individualisme du nouveau premier ministre le rendait réfractaire à une telle politique, mais qu'il a dû céder devant les pressions de groupes ethno-canadiens clamant que la nouvelle loi des Langues officielles était discriminatoire. Il s'est surtout rangé derrière l'argument qui veut que les petits enfants des Néo-Canadiens finissent toujours par parler anglais.

Il reste que le multiculturalisme devait aliéner davantage les parlants français à l'ouest de Lachine. Dorénavant, en ce coin de pays, être « Canadiens français » semblait ne vouloir rien dire de plus que de faire partie d'une minorité parmi les autres. Avec l'anglais comme langue de communication entre tous et chacun.

Devant une telle situation, trois réactions possibles, la première étant de prendre ses pénates et de déménager à l'est. La seconde est de se faire oublier comme Québécois, de s'assimiler en quelque sorte en répondant toujours en anglais à ses voisins. En adorant fortement le rouge. À quoi bon voter PQ, puisqu'Anglos et Néos votent tous pour le PLQ, seraient portées à se dire ces démissionnaires personnes.

La troisième réaction, c'est résister. Pour une telle personne, cela veut dire obliger la caissière de chez Zellers à lui adresser la parole en français. Mais, il faut habiter dans ce West Island pour se rendre compte du courage que cela prend de manifester ne serait-ce qu'un brin de québécitude. De simplement hisser un fleur-de-lysé devant sa demeure. Ou d'y accrocher une pancarte du PQ en temps d'élections. Grande crainte de retrouver sa porte maculée de peinture.



Un Sud-ouest de Montréal en grave péril de westaïlandisation.

Et le voisin lachinois dans tout ça ?

Avant 1960, l'Hôpital Saint-Joseph de Lachine et le Collège Sainte-Anne étaient des institutions formellement catholiques. Toutes deux administrées par des religieuses. On sait que, par souci de modernisation de la société québécoise, l'équipe du tonnerre a voulu briser un tel moule. Par la Révolution tranquille, les parlants français du Québec ont signifié qu'ils voulaient passer d'une identité catholique et canadienne-française exclusive à une nouvelle identité, une identité québécoise inclusive.

Une « identité inclusive », cela démontrait qu'était terminé le temps où les Néo-Québécois s'intégraient massivement à la minorité anglo-québécoise. À Lachine, cela s'était concrétisé par la fermeture du Lachine General Hospital afin que tous les services offerts à la population, quelles que soient leur langue ou leur religion, soient regroupés sous un même toit.

Cette volonté d'intégration des allophones à la culture majoritaire n'a jamais plu à la minorité anglo-québécoise. D'où son constant ralliement tant au Parti libéral de Trudeau, mais aussi au PLQ et ceci, même si ce dernier avait été le grand catalyseur des changements des années soixante. Il s'est bien repris depuis puisqu'il est maintenant perçu par une majorité de parlants anglais comme le grand défenseur de leurs intérêts à l'Assemblée nationale.

Cette réputation du PLQ permet à ses députés d'enregistrer des majorités hors du commun dans des circonscriptions du West Island. Il reste que, depuis la déconfiture de Marlene Jennings dans la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine aux élections fédérales du 2 mai, la réélection d'un candidat libéral dans une circonscription à la lisière de ce château-fort devient moins assurée.

C'est ce qu'avait bien compris l'actuel député de Marquette. Pur calcul de stratégie électorale, François Ouimet était en droit de se questionner. S'il veut accroître le nombre de futurs électeurs aptes à voter libéral, n'est-il pas logique qu'il favorise une intégration de l'hôpital Lachine au CHU McGill plutôt qu'au CHUM ? Il n'est donc pas surprenant qu'il ait assisté à l'opération marketing organisée par le CSSS Dorval-Lachine-LaSalle en vue de faire accepter par la population lachinoise l'intégration de leur hôpital au CHU McGill.

L'opération chloroforme du C3S DLL

Il y a deux ans donc, les membres du conseil d'administration de ce CSSS avaient décidé de tenir devant « un public choisi » une de leurs réunions. Avec un seul point à l'ordre du jour, celui d'accepter l'offre de l'université McGill d'associer l'Hôpital de Lachine au McGill University Heath Centre.

Dans son mot de bienvenue, la présidente du CSSS a signalé à ses hôtes qu'elle ne donnerait la parole à tous ceux et celles qui désireraient s'exprimer, qu'à la condition qu'ils ne posent que des questions. *Je ne tolérerai aucune intervention*, a-t-elle insisté.

Avertissement inutile. Ou très bien contrôlé. Sur la vingtaine de personnes s'étant présentées au micro, ce ne fut qu'éloges. Tous et toutes répétèrent en chœur, que tout



Façade de la chapelle du Couvent des sœurs de Sainte-Anne à Lachine, Œuvre patrimoniale devenant la Salle de lecture du « Collégial international Sainte-Anne ».

s'était passé en français lors de leur séjour à l'hôpital de Lachine. Et tous et toutes avaient espoir que l'on allait continuer à donner les mêmes services en français quand l'hôpital allait être « associé » au CHU McGill. Un souhait que sont venus corroborer le député Ouimet et le maire Dauphin.

Cet après-midi-là, les dés étaient pipés d'avance. Comme il fallait s'y attendre, les membres du CA ont unanimement accepté l'offre de McGill. La question qui tue : supposons qu'on tente l'expérience avec les citoyens de Pointe-Claire. Il s'agirait de les réunir et de les menacer : si vous voulez que votre Lake Shore Hospital reste ouvert, vous devez accepter qu'il devienne un pavillon du CHUM. Pas sûr que ce beau monde accepterait un tel troc. Cela, même si on les assurait que tous les services allaient être bilingues.

Un cégep bilingue à Lachine

Dans son for intérieur, le député de Marquette doit s'être réjoui en décembre dernier quand le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport donnait son aval au Collège Sainte-Anne afin qu'il puisse offrir un programme pré-universitaire dans les locaux qui formaient auparavant le couvent des sœurs de Sainte-Anne.

Chambardement de notre histoire nationale : ici comme dans bien d'autres endroits sur l'île de Montréal, notre patrimoine immobilier religieux servira à piétiner les principes de la Charte de la langue française. Car, au-delà des beaux mots voulant que ce cégep bilingue privé prépare nos jeunes de l'ouest de l'île à pouvoir accéder aux universités américaines les plus prestigieuses, se cache la possibilité de fréquenter un cégep où l'enseignement est en français, mais où toutes les activités parascolaires se font en anglais.

Quand vous habitez Pierrefonds ou Kirkland et que vous désirez poursuivre vos études dans le réseau privé, la meilleure option pour le moment, c'est le centre-ville, se désolait Ugo Cavenaghi, directeur général du « Collégial international Sainte-Anne », dans *Le Devoir* du 29 janvier dernier. Mais pourquoi donc le jeune de Pierrefonds ne fréquenterait-il pas le Cégep Gérald-Godin à quelques rues de chez-lui ? Et celui de Kirkland ? Qu'a-t-il tant besoin d'apprendre l'anglais à l'école quand, tous les jours et à deux pas de sa porte, il en est immergé ?

Si, dans deux ans, le PQ prend le pouvoir et qu'il remplit sa promesse d'étendre l'application de la loi 101 aux cégeps, ne risque-t-on pas de voir un grand nombre des plus nantis des jeunes allophones se précipiter pour s'inscrire au Collège international Sainte-Anne ? Afin de devenir de bons petits Anglais !

Westaïlandisation subtile

Toute personne qui a à cœur notre survie comme peuple est en droit de s'inquiéter de ce qui se passe à Lachine. Par le biais d'un cégep et d'un hôpital bilingues, n'est-on pas en train de faire basculer cet arrondissement dans le giron des Westislanders ? Et si on ne donne pas un rapide coup de barre, n'y a-t-il pas risque que tout le Sud-ouest de Montréal passe à la moulinette? En attendant la Louisianisation définitive du Québec. •••

Le Prix Harfang 2011 remis à Josée Legault

Les 19 et 20 avril derniers, le Mouvement Montréal français procédait à la remise du Prix Harfang et du Prix Autruche. Le premier récompense un organisme, une institution ou un individu pour sa vigilance éclairée, ses actions à l'égard de la promotion et de la défense de la langue française au Québec. Quant au second, il souligne l'aveuglement volontaire d'un organisme, d'une institution ou d'un individu.

Le Prix Harfang remis à la politologue Josée Legault

Cette année, le Prix Harfang a été décerné à Madame Josée Legault pour la rigueur intellectuelle et la profondeur d'analyse dont elle a fait preuve tout au long de sa carrière de politologue et de journaliste. En remettant son prix à Madame Legault, le comédien Denis Trudel, porte-parole du Mouvement Montréal français, a témoigné du grand respect qu'il lui voue en déclarant que *si nous avions davantage de journalistes et d'intellectuels de cette envergure, nul doute que le français serait non seulement mieux protégé, mais la possibilité que nous puissions débattre des véritables enjeux favoriserait un réel rapprochement entre tous les citoyens, et qui sait, pourrait même ébranler le mur des « deux solitudes ».*

En 1995-1996, Josée Legault fut la coordonnatrice du plus important bilan sur la situation de la langue française réalisé depuis vingt ans au Québec. Soulignons qu'elle n'a pas hésité à démissionner lorsque le gouvernement a voulu modifier cet ouvrage qui traçait un portrait exhaustif et objectif de la situation du français au Québec. Un portrait dérangeant pour certains ministères sous la gouverne du premier ministre Lucien Bouchard.

Chroniqueuse spécialisée dans les questions anglo-québécoises, Josée Legault a enseigné les sciences politiques et l'histoire à l'Université du Québec à Montréal. À l'époque où la question linguistique était un sujet tabou, madame Legault a dénoncé sans relâche le discours de culpabilisation et de dénigrement visant à masquer l'affaiblissement répété de la loi 101 et le déclin simultané du français au Québec.



Josée Legault est une journaliste respectée par les deux communautés linguistiques.

Il suffit de parcourir ses chroniques et ses analyses politiques parues dans le recueil *Nouveaux démons* pour réaliser combien elle est un pilier inébranlable de la conscience nationale québécoise. Au fil des controverses publiques, Josée Legault poursuit son travail avec une ténacité remarquable, dans ses chroniques politiques publiées dans les journaux *Voir* et *The Gazette*.

Le Prix Autruche amplement mérité par la ministre Christine St-Pierre

Le Prix Autruche 2011 a été attribué à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, madame Christine St-Pierre, pour avoir échoué à son devoir de protection de la langue française au Québec.

Le prix lui revient cette année car elle a étouffé le débat démocratique sur les écoles passerelles en faisant des consultations de dernière minute et en imposant le bâillon à l'Assemblée nationale dans le but que soit



Denis Trudel remettant le prix Harfang à Josée Legault. (Photo : SSJB)

passé la loi 115, *un affaiblissement grave à loi 101,* a déclaré Denis Trudel. Celui-ci dénonce l'attitude de Madame St-Pierre lors du débat sur les écoles passerelles comme pour celui sur la loi 101 au cégep alors que l'essentiel de son argumentation consiste à accuser les autres de radicalisme et à invoquer la réputation internationale du Québec en vertu de droits qui n'existent pas.

La ministre Christine St-Pierre a également échoué à son devoir de protection de la langue française en s'évertuant à dresser un portrait rassurant de l'état du français à Montréal, sur la base d'une lecture pour le moins sélective des études et des statistiques disponibles. C'est sous la gouverne de la ministre St-Pierre que l'Office québécois de la langue française a tenu secrets les résultats de plusieurs études dénonçant la dégradation du français à Montréal.

Malgré une étude du démographe Marc Termote démontrant que le français poursuit un déclin rapide à Montréal, la ministre St-Pierre refuse de reconnaître le sérieux de la situation. Selon elle, la loi 101 fait amplement son travail. Les prévisions de Marc Termote selon lesquelles il n'y aurait plus que 42,3 % de francophones sur l'Île de Montréal en 2051 ne semblent pas alarmer la ministre St-Pierre. Elle mérite donc grandement ce Prix Autruche que le MMF vient de lui décerner. •••

Source : montrealfrancais.info





Christine St-Pierre, récipiendaire du Prix Autruche 2011.

Joignez-vous au

Mouvement Montréal français

J'appuie le MMF et ses objectifs !

Défendre et promouvoir la différence culturelle et linguistique du Québec dans le contexte anglicisant de la mondialisation.

Assumer notre resposabilité civique cruciale dans l'accueil et la francisation des nouveaux arrivants.

Favoriser l'usage du français comme langue commune dans les services publics et contrer le bilinguisme institutionnel.

Ouvrir le débat sur la véritable situation du français dans la région métropolitaine de Montréal et son impact sur l'ensemble du Québec.

Formulaire d'adhésion au Mouvement accessible à :

montrealfrancais.info/

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal Qc H2X 1X3 Tél. : 514-835-6319

LES CANADIENS FRANÇAIS ET LES BATEAUX À VAPEUR



Par Paul-Henri Hudon

Voici la deuxième partie de la conférence de l'historien Paul-Henri Hudon de la Société d'histoire de la seigneurie de Chambly, présentée à l'automne dernier à la Maison Ludger-Duvernay. La dernière partie paraîtra dans la prochaine édition du *Patriote*.

DES CATASTROPHES PAS SEULEMENT ACCIDENTELLES

Dès octobre 1824, le Richelieu entre en collision avec un navire de la flotte Molson, le *Swiftsure*. *Vendredi dernier au large de Cap-Rouge, le vapeur Swiftsure heurta le Richelieu de Chambly. Ce dernier a subi quelques dommages aux parties supérieures. Il y aura enquête. Nous notons que les accidents entre nos navires sont trop fréquents dans leur récurrence pour être purement accidentels*, écrit le journaliste.

En 1826, un autre malheur jette un discrédit sur le *Richelieu* : *Dimanche matin, un accident est arrivé à bord du vapeur Richelieu par l'explosion d'un canon qui avait été chargé et mis à feu pour annoncer son arrivée à Sorel. Deux hommes, un passager et un matelot, furent blessés, le premier légèrement, le second plus sérieusement; ce qui l'obligea à aller à l'hôpital.*

Nouvel accident en 1828. *Le Saint Lawrence et le Richelieu se sont heurtés, alors que le Saint Lawrence entrait au port. Il eut une partie de son aile endommagée. Aucun blâme ne peut être attribué aux commandants. Ce serait l'épais brouillard qui prévalait alors qui serait la cause.* Il faut préciser que le courant Sainte-Marie, en face du port de Montréal, rend les manœuvres d'accostage et de départ particulièrement difficiles.

Cette série d'incidents a-t-elle découragé les actionnaires ? *Le vapeur Richelieu sera vendu à l'encan au début d'avril 1829. Il est adjugé à William Douglas, représentant la compagnie de remorquage qui opère le Hercules.* En achetant ce bateau, la compagnie Torrance de Montréal vient d'éliminer un compétiteur. Ayant coûté 3 500 livres, le *Richelieu* est bradé pour 2 554 livres. Mais il reprend du service, commandé cette fois par Pierre-Hector Morin. Le *Richelieu a été réaménagé, les chambres agrandies, repeintes, meublées et décorées à neuf... Il doit partir demain pour Québec,* annonce le journal. Nous sommes en 1830.

Nous croyons qu'une suite d'avaries, ajoutée à une rentabilité douteuse, a pu décourager les entrepreneurs de Chambly. Peut-être y a-t-il des dissidents dans le groupe des actionnaires. Est-on insatisfait du capitaine Augustus Kuper ? Le *Richelieu* était-il mal adapté à la navigation difficile sur cette rivière ? Sa construction était-elle d'une qualité douteuse ?

Pierre-Hector Morin (1784-1866), navigateur, fils de Pierre Morin et de Rose Duhamel de Québec, demeure à Napierville. Il a épousé, vers 1808 à Québec, Victoire Coté, fille du capitaine Coté et de Victoire Dupéré. Le 10 septembre 1813, Pierre-Hector Morin avait pris part à une bataille navale sur le lac Érié. En 1821, il était capitaine du vapeur *Canadian Eagle,* qui naviguait entre Québec et Montréal. Le 11 novembre 1838, lors du soulèvement des Patriotes, le capitaine Morin et son fils, Lucien Morin, seront arrêtés près d'Odelltown. Il subira son procès sous l'accusation d'avoir été un des principaux meneurs au camp de Napierville.

> En 1832, le *Richelieu* est toujours en opération, sous la propriété de John Torrance & Co de Montréal. Une publicité annonçait: *Le Richelieu qui doit être commandé par le capitaine Richardson sera employé durant l'été sur la rivière Richelieu entre Chambly et Sorel. Cependant il faut que ce vaisseau aille à Québec pour quelques réparations. Il sera remplacé au commencement de la saison par le Chambly, commandé par le capitaine Nickless.*

L'année 1832 est celle de la grande épidémie de choléra qui ravage la planète. À Chambly, nombre de décès sont signalés en juin et juillet. La première victime est Jean-Baptiste Lavigne, âgé d'environ 22 ans, matelot sur le vaisseau à vapeur le *Richelieu.* Il a été inhumé à Saint-Joseph-de-Chambly le 16 juin 1832.

> *Le bateau à vapeur Richelieu, commandé par le capitaine Joseph Richardson, voyagera jusqu'à nouvel avis entre Sorel et Chambly. Départ de Sorel à Chambly les lundis, mercredis et vendredis à deux heures avant midi; de Chambly à Sorel les mardis, jeudis et samedis à midi. Il débarquera et recevra les passagers et le fret aux places intermédiaires. Les effets apportés de Chambly seront embarqués sans délai et expédiés de Sorel pour Québec et Montréal, ainsi qu'on le demandera. S'adresser à Jason C. Pierce à Chambly et à David See à Sorel. John Torrance & Co.*

DES ÉCHECS, MAIS PAS D'ABDICATION

Les vapeurs *De Salaberry* et *Richelieu* sont des initiatives canadiennes françaises. Ce sont les premiers « steamboats » à assurer un transport régulier sur le Richelieu. Ces initiatives témoignent d'une volonté de développement économique et d'une intention, quoique non avouée, de contrôler le « business » local. Le premier navire a fini sa carrière dans un désastre maritime en 1823. Le second, un remorqueur, après des avaries coûteuses, est passé, en 1829, aux mains d'une compagnie montréalaise concurrente.

L'effort original et répété d'un groupe d'hommes d'affaires francophones pour doter cette région agricole d'instruments commerciaux est, à notre connaissance, unique dans le Bas-Canada des années 1820-1830. Les acteurs commerciaux sont grosso modo les mêmes agents politiques qui militent au sein du Parti patriote. On les retrouve engagés dans les événements de 1837-1838.

L'échec des deux premières associations d'hommes d'affaires ne met pas fin aux initiatives d'armateurs Canadiens. D'autres entrepreneurs continuent de lancer leurs vapeurs sur le Richelieu et le Saint-Laurent. Certains rivalisent courageusement sur le Saint-Laurent avec les « monopoleurs » de Montréal. On réclame le dragage du Richelieu. On exige un canal qui relierait Chambly et Saint-Jean. Les marchands désirent améliorer des liens commerciaux avec le lac Champlain. Rappelons que depuis la Nouvelle-France des relations d'affaires ont existé entre les négociants du Québec et ceux du lac Champlain. Le commerce du bois en particulier.

D'AUTRES BATEAUX À VAPEUR

D'autres « steamboats » appartenant à un ou plusieurs Canadiens français ont parcouru le Richelieu jusqu'à Chambly dans la première moitié du XIX[e] siècle. Certains ont assuré un service régulier de Chambly jusqu'à Sorel ou Montréal, même jusqu'à Québec. D'autres ont desservi quelques villages à diverses occasions.

UNE RIVALITÉ IMPLACABLE, MONOPOLEURS VERSUS COMPÉTITEURS

John Molson demande à la Chambre d'Assemblée un *droit exclusif ou monopole* pour ses navires dans tout le Bas-Canada. Il l'annonce publiquement dans le *Montreal Gazette*, en automne 1810 :

> *Avis public stipule ici que John Molson de la ville de Montréal fera demande à la Législature de cette province, lors de sa prochaine session, d'un décret lui donnant le droit exclusif ainsi que le privilège de construire et naviguer un bateau à vapeur ou des bateaux à vapeur ou encore de faire construire et de faire naviguer un bateau à vapeur ou des bateaux à vapeur dans les limites de cette province.*

Il faut noter que cette demande de privilège exclusif vise autant la construction que la navigation de vapeurs, et ce, sur tout le territoire de la Province. Le gouvernement d'alors avait l'habitude de concéder de semblables privilèges à des entrepreneurs qui désiraient offrir un service de communication, moyennant rétribution. Qu'on pense aux chemins à barrières et aux ponts à péage dans les localités. Aux États-Unis, à partir de 1801, les grandes compagnies de navigation jouissaient de monopole pour une durée de vingt ans.

Jonathan Sewell, président du Conseil exécutif et rapporteur officiel du Conseil législatif, ainsi que le député, Joseph Papineau, père, se sont faits les promoteurs de ce monopole en faveur de John Molson. Papineau présente la demande à l'Assemblée législative le 6 février 1811. Un comité, composé des députés Viger, Blanchet, Bellet, Debartzch et Papineau, dépose un avis favorable à l'Assemblée, qui lui accorde, par vote de quinze contre quatre, *le droit exclusif ainsi que le privilège de faire naviguer un ou plusieurs bateaux à vapeur entre Québec et Montréal.* Denis-Benjamin Viger avait été le proposeur. Cependant, ce monopole même limité au fleuve Saint-Laurent entre Québec et Montréal, sera refusé par le Conseil législatif.

En l'absence d'une autorisation légale, le transporteur Molson a joui cependant d'un monopole de fait, n'ayant pas de rival, jusqu'en 1815. Mais en 1822, puis à nouveau en 1833, les transporteurs Molson et Torrance de Montréal fusionnent leurs entreprises, afin d'en finir avec leur ruineuse rivalité des prix. En 1832, avait écrit le journaliste de *La Minerve*, *il y a douze embarcations entre Québec et Montréal, régulièrement.* Ainsi, à défaut de privilège officiel, les transporteurs anglophones disposent quand même d'un monopole de fait sur les eaux du Saint-Laurent.

> *En mai 1822, les bateaux Molson avaient fusionné avec plusieurs petits syndicats de bateaux à vapeur afin de constituer la Compagnie des bateaux à vapeur du Saint-Laurent. La concurrence était telle qu'aucune des entreprises n'était capable de faire un profit raisonnable; elle provoquait aussi des accidents sur le fleuve. À la fin de la saison précédente, quatre bateaux au moins, le Caledonia, le Lady Sherbrooke, le Quebec et le Malsham avaient été endommagés.... Les Molson possédaient 27 ½ des 44 actions de la compagnie, donc approximativement les 2/3... Ils contrôlaient et dirigeaient la compagnie*

> *La seconde vague de concurrence sur le Saint-Laurent se termina à l'été 1833. Cela se produisit lorsque la Compagnie des bateaux à vapeur du Saint-Laurent* (John Molson) *et la Compagnie des bateaux de remorquage* (John et David Torrance) *fusionnèrent. Torrance avait pris un avantage sur Molson en achetant l'Hercules. Les Molson avaient relevé le défi avec le John-Molson. Puis Torrance avait mis à l'eau le Saint-George, qui avait battu un nouveau record de 18 heures pour une remontée du courant de Québec à Montréal. Les Molson ripostèrent au record du Saint George avec le John-Bull, bateau à vapeur géant, possédant une puissance de 260 CV. Le John Bull prouva sa puissance en remorquant six péniches contenant 1 800 passagers et 2 600 tonnes de fret. Cependant il consommait une grande quantité de charbon et coûtait très cher à exploiter... Lorsque le John Bull était ancré au port de Montréal, il servait de résidence officielle au gouverneur général. Les Molson acquirent aussi la Compagnie de bateaux à vapeur d'Ottawa.*

L'*EDMUND HENRY* OU L'ESPOIR MIS EN ÉCHEC

L'incendie du *De Salaberry*, la vente à l'enchère du *Richelieu*, et les nombreux accidents de parcours ne semblent pas décourager les hommes d'affaires du Richelieu, prêts à se lancer dans une troisième aventure.

Les marchands de la région de Chambly s'associent donc à nouveau et se dotent d'un troisième bateau, l'*Edmund-Henry*. Le nom de ce bateau provient du notaire, homme d'affaires et banquier Edme Henry de La Prairie, qui est, entre autres, gérant d'affaires du seigneur Napier Christie Burton de Chambly. Il aurait été premier propriétaire de ce navire, avec Jean-Baptiste Raymond. Il servait de traversier entre La Prairie et Montréal.

> *Le vapeur traversier Edmund-Henry, appartenant à messieurs Denaut et Beauzette, a été vendu en 1831 pour la somme de 3 500 livres à John Torrance de cette ville. Il doit continuer à traverser entre Montréal et La Prairie conjointement avec le Voyageur, nouveau bateau construit et prêt dans peu de jours, par M. Torrance.*

En janvier1833, les marchands du Richelieu en deviennent propriétaires :

> *Joseph-Toussaint Drolet, Timothée Franchère, Eustache Soupras, Louis Guérout et Joseph Demers, membres du comité de la Société, réunis en la demeure de Timothée Franchère à Saint-Mathias, embauchent Augustin Charbonneau, ingénieur et forgeron de Sorel, à la Société du bateau à vapeur Edmund-Henry pour faire dans le steamboat tout ce qui sera nécessaire, [...] tant pour la conduite du vaisseau que pour les réparations qui deviendront nécessaires, et ce, pour le salaire de huit livres, cours actuel, par mois.*

Joseph-Toussaint Drolet, seigneur de Saint-Marc, marchand et député, était un pionnier des projets de bateau à vapeur en 1820. Timothée Franchère et Eustache Soupras, parmi les plus tenaces entrepreneurs, sont marchands à Saint-Mathias. Quant à Joseph Demers, il est notaire à Chambly, lequel est associé avec ses deux frères dans une brasserie. On retrouve avec Wolfred Nelson trente-six coassociés, dont plusieurs sont des patriotes engagés. Drolet, Franchère et Soupras seront même emprisonnés en 1837. •••

Même 35 ans après la Crise des gens de l'Air

Le français ne volera jamais bien haut au Canada

Par Christian Gagnon

« C'est le temps des vacances », chantait autrefois Pierre Lalonde. Et avec la saison chaude viennent aussi les voyages. Prendrez-vous l'avion cet été? Si oui, sachez que les mesures de sécurité se sont beaucoup raffermies dans les aéroports depuis un certain 11 septembre 2001. En effet, même un simple tube de dentifrice de plus de 100 ml est maintenant proscrit à bord, de crainte qu'il ne contienne plutôt un gel explosif.

Mais le terrorisme n'est pas la seule menace qui pèse sur les aéroports canadiens. Les aires d'enregistrement des bagages et d'embarquement des passagers sont d'ailleurs tapissées d'une certaine affiche fédérale prévenant les voyageurs du monde entier de ce qui est considéré comme indésirable sur les ailes des transporteurs aériens du Canada. « Certaines choses ont le mal de l'air », peut-on y lire. Mais la version anglaise est nettement plus inspirée : « Some things were never meant to fly! », ce qui peut se traduire par « Certaines choses n'ont jamais été destinées à voler! ». Comment ne pas lire entre les lignes de ce message de Transport Canada un vieux relent d'amertume hérité de la Crise des gens de l'air de 1975-1976? C'est en effet à cette époque qu'éclata chez nous la discorde autour du fait que partout au Canada, y compris au Québec, seul l'anglais était autorisé dans les communications entre les pilotes et contrôleurs aériens, mais aussi entre membres d'un même équipage dans les cabines de pilotage. Les choses ont-elles changé depuis?

Un autre coup d'œil un peu plus attentif sur la fameuse affiche présentant les produits dangereux interdits de vol permet d'y reconnaître diverses substances corrosives ou inflammables, voire explosives, tels qu'une bonbonne de gaz propane, un réchaud de camping, du gaz butane, de l'essence à briquet, des feux de Bengale, du décapant, de l'herbicide et du poison à rats. Il n'y manque qu'un peu de malveillance pour qu'un malheur survienne et que l'un ou l'autre de ces dangereux produits ne cause les torts dont on le sait capable. Mais qu'est-ce qui pourrait bien mettre le feu aux poudres? Comment symbolise-t-on sur cette affiche la menace du pire dans les si pacifiques et accommodants cieux canadiens? Deux paquets d'allumettes apparaissent bien au centre, devant tous les autres produits. Or, sur un des deux paquets d'allumettes, se trouve une belle fleur de lys bien bleue.

Alors, tenez-vous le pour dit : la prochaine fois qu'il vous sera impossible d'obtenir du service en français sur un vol d'Air Canada assurant la liaison Montréal-Toronto ou Québec-Ottawa, pensez-y deux fois avant de vous plaindre. Pourquoi prendre un risque inutile? On ne sait jamais, votre langue maternelle pourrait causer tout un brasier.

•••





Agenda des sections

Section Jacques-Viger

Jeudi, 23 juin 2011
Dès 17 h 30, au parc Joyce (angle des rues Bernard et Rockland)
Grande tablée annuelle de la section Jacques-Viger

Vous êtes invités à un grand pique-nique champêtre pour célébrer la Fête nationale. Musique et lecture de textes patriotiques sont prévues au programme. Apportez vos plats principaux; nous fournirons le pain, le fromage et les accompagnements. Un gril sera disponible pour réchauffer vos brochettes et autres délices. Venez festoyer et célébrer votre appartenance à la nation québécoise dans une atmosphère chaleureuse et intime.

Cette soirée est organisée par le collectif *La Grande tablée* regroupant la section Jacques-Viger de la SSJB et les associations de la circonscription d'Outremont du Parti Québécois et du Bloc Québecois.

Pour plus de renseignements, communiquer avec Jean Lapointe, président de la section Jacques-Viger au 514 276-8756 ou à l'adresse courriel : lapoin.je@gmail.com



Édition 2010 de La Grande tablée. (Photo : Jean Lapointe)

Sous la Couette

Exposition temporaire, du 21 mai au 20 novembre 2011



La Maison nationale des Patriotes lève le drap sur la chambre à coucher, une pièce de la maison peu connue de l'époque bas-canadienne ! En collaboration avec le Musée des Maîtres et Artisans du Québec, cette reconstitution historique et intimiste met en valeur de façon originale le quotidien des habitants d'autrefois.

Vous croyez que la chambre à coucher semble avoir peu évolué au fil des siècles ?
Détrompez-vous…

Une douillette exposition à voir absolument !

610, Chemin des Patriotes,
Saint-Denis-sur-Richelieu, (Québec), J0H 1K0
Téléphone : 450-787-3623 / Télécopieur : 450-787-9980
maison.patriotes@qc.aira.com / **mndp.qc.ca**

MAISON NATIONALE DES PATRIOTES



Les timbres de la Société Saint-Jean-Baptiste

Jean-Baptiste Meilleur (1796-1878)

Jean-Baptiste Meilleur fut médecin, homme politique, journaliste et professeur. Il exerça la médecine à L'Assomption de 1826 à 1840, puis à Montréal. Élu membre du Bureau d'examinateurs en médecine du district de Montréal en 1831, il s'occupa de promouvoir les connaissances scientifiques et l'éducation en général.

En 1832, il fonde le collège de L'Asssomption avec le curé François Labelle et le docteur Louis-Joseph-Charles Cazeneuve. Il restera membre de la corporation du collège jusqu'à sa mort. Élu député de L'Assomption en 1834, il appuie le Parti patriote, mais s'oppose à l'usage des armes. Il occupe son siège jusqu'à la suspension de la constitution en mars 1838. De 1842 à 1855, il est surintendant de l'Instruction publique pour le Bas-Canada. Puis, en 1857, il est élu président général de la Société Saint-Jean-Baptiste, mais ne restera en poste qu'une seule année.

On peut se procurer les timbres de la Société et les albums à la réception.
Tél. : 514-843-8851

Après 400 ans de résistance, Cap sur l'indépendance !

Par Élaine Des Lauriers

Le 21 mai dernier, avait lieu le spectacle de la Journée nationale des patriotes au Théâtre L'Olympia. Cette soirée se voulait un hommage aux Patriotes qui se sont battus pour la liberté et la démocratie. C'était aussi un moment important pour le mouvement souverainiste avec le lancement du réseau Cap sur l'indépendance, un mouvement citoyen qui a pour objectif de travailler sans relâche pour l'indépendance du Québec. Les artistes invités ont présenté leur prestation à un public conquis d'avance. Avant même que le spectacle ne débute, la foule scandait « On veut un pays ! ».

Le comédien Denis Trudel, porte-parole du Mouvement Montréal français, a animé la soirée avec son humour décapant. D'entrée de jeu, il a nommé de grandes figures de la lutte pour l'indépendance, des patriotes de notre passé récent, afin de les remercier. Il a, entre autres, nommé René Lévesque, Camille Laurin, Gérald Godin, Pierre Bourgault, Hélène Pedneault, Michel Chartrand et Pierre Falardeau. Puis Élisabeth Duperré est venue chanter la très belle pièce « Mon cœur est un oiseau ». Le ton était donné.

Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Mario Beaulieu, a lancé officiellement la soirée en présentant en accéléré les quatre cents ans de résistance du peuple québécois, des débuts de la colonie en 1540 au rapatriement de la constitution en 1982, en passant par la cession de la Nouvelle-France aux Britanniques qui a fait du Québec une nation annexée à une autre nation. *Notre histoire ressemble à celle de tous les peuples qui ont été annexés,* a souligné Mario Beaulieu, *et notre combat est celui de toutes les nations qui se battent pour leur auto-détermination. Le Québec occupe le trente-septième rang mondial pour ce qui est de la taille de son économie et le seizième quant à son produit intérieur brut. Il a donc tous les outils pour se gouverner lui-même.*

Cette soirée se voulait aussi un hommage aux Patriotes qui ont été emprisonnés, déportés et pendus dans la foulée de l'insurrection de 1837-38. *On fête les hommes et les femmes qui se sont battus,* a dit Denis Trudel, *on leur rend hommage, et maintenant, on met le cap sur la seule chose qui compte : l'indépendance.*

Denis Trudel a ensuite présenté un jeune slameur, Bruno Forest, qui a raconté avec ironie un « gros fantasme » : la victoire du OUI en 1995 et tout ce qui s'en serait ensuivi. Bruno, comme bien d'autres, aurait bien voté oui, mais il était trop petit et ce référendum, nous l'avons perdu, ou plutôt, il nous a été volé.

Élisabeth Duperré est ensuite revenue sur scène pour interpréter la chanson de Daniel Lavoie, « J'ai quitté mon île ». Puis l'auteure-dramaturge Catherine Dorion a présenté un slam percutant avant de laisser la place au très coloré Bernard Adamus qui a offert quelques chansons de son répertoire à la grande joie de ses nombreux admirateurs dans la salle.

Au retour de l'entracte, Marie-Élaine Thibert a livré avec émotion le discours qu'elle avait fait en tant que porte-parole de la Journée nationale des patriotes au lancement des festivités au Pied-du-Courant. Elle a rappelé l'histoire de son arrière-arrière grand-père, Jean-Marie Thibert, âgé de 37 ans et père de quatre enfants en 1837. Emprisonné au Pied-du-Courant puis condamné à mort en 1838, il fut déporté en Australie. Libéré en 1842, il dut travailler deux ans afin de payer son voyage de retour au Québec.

Pour Marie-Élaine Thibert, la Journée nationale des patriotes est la fête de toute l'histoire du Québec et *si (elle) a accepté d'être porte-parole de la fête des patriotes, c'est pour encourager (sa) génération à se souvenir tout en regardant en avant. Il faut se souvenir,* a-t-elle poursuivi, *que nos grands-pères et nos grands-mères ont bâti ce pays pour nous, qu'ils se sont battus pour nous. Nous devons continuer à défendre l'identité québécoise, la langue, l'histoire, la culture et notre patrimoine. C'est la moindre des choses qu'on puisse faire pour la mémoire des patriotes, mais aussi simplement pour nous.* Puis elle a offert une belle performance, dont la vibrante « Le tour de l'île » de Félix Leclerc au grand plaisir de la foule qui lui a réservé une belle ovation.

Le poète et écrivain Danny Plourde, est ensuite venu déclamer un slam ayant pour thème les jeunes et la politique. Puis Paul Piché a entonné sa célèbre chanson « Y'a pas grand chose dans l'ciel à soir » ainsi que deux autres pièces de son répertoire. La foule l'a ensuite longuement ovationné jusqu'à ce qu'il revienne, visiblement touché et très heureux, offrir une autre de ses chansons.

Gilbert Paquette, porte-parole de Cap sur l'indépendance, est ensuite venu présenter ce mouvement citoyen permanent qui a pour but de travailler sans relâche pour l'indépendance du Québec. Et la foule de se remettre à scander « On veut un pays ! ». Catherine Dorion a achevé cette présentation en faisant une lecture vibrante de la déclaration de Cap sur l'indépendance.

La soirée s'est terminée avec le groupe Loco Locass. Batlam, Biz et Chafiik ont livré une performance électrisante. Pour leur dernière chanson « Bouger » qui paraîtra sur leur prochain album, ils ont invité la foule à les rejoindre sur la scène. À l'image de cette finale énergique, où se mêlaient sur la scène jeunes et moins jeunes, le réseau Cap sur l'indépendance réunira toutes les Québécoises et tous les Québécois qui veulent bâtir le pays.

Joignez-vous au réseau en visitant le site de Cap sur l'indépendance : capsurlindependance.org

•••



L'Olympia était plein pour la célébration de la Journée nationale des patriotes. (Photo : Mathieu Breton)



(Photo : SSJB)



Bernard Adamus a été chaudement applaudi par ses nombreux admirateurs. (Photo : Johanne Beaulieu)



Élisabeth Duperré (Photo : SSJB)



Catherine Dorion (Photo : SSJB)



Danny Plourde (Photo : SSJB)



Bruno Forest (Photo : SSJB)



Sébastien Ricard (Photo : SSJB)



Mario Beaulieu a présenté un résumé des quatre cents ans de résistance du peuple québécois. (Photo : Johanne Beaulieu)



Le comédien Denis Trudel, porte-parole du MMF et animateur de la soirée. (Photo : Johanne Beaulieu)



Marie-Élaine Thibert a interprété avec émotion la chanson de Félix Leclerc « Le tour de l'île ». (Photo : SSJB)



Gilbert Paquette, porte-parole de Cap sur l'indépendance. (Photo : Mathieu Breton)



(Photo : Mathieu Breton)



Loco Locass (Photo : Mathieu Breton)



Paul Piché (Photo : Johanne Beaulieu)

Paul Piché, très ému de l'accueil du public. (Photo : Manon Arsenault)



Biz (Photo : Johanne Beaulieu)



Les membres de Loco Locass ont invité la foule à les rejoindre sur la scène pour leur dernière chanson. (Photo Mathieu Breton)

Des anti-loi 101 réclament le retour de la peine de mort pour… les pro-loi 101!

par Christian Gagnon



Une manifestation pour le moins singulière avait lieu devant le portail de l'Université McGill, le 17 avril dernier. Le rassemblement avait été officiellement organisé par un certain « Greater Montreal Multi-Ethnic Territory Committee to Abolish Bill 101 ». Mais l'initiative semble davantage provenir de la *Park Avenue Gazette*, un tout petit journal né en 2006 du controversé projet du maire de Montréal, Gérald Tremblay, de donner le nom de l'ex-premier ministre Robert Bourassa à l'avenue du Parc. Les artisans de cette feuille de chou se sont depuis retranchés dans parkavenuegazette.com, un site Internet où sévit le colonel à la retraite James Angus Brown. Le choix du dimanche où le PQ était réuni en Congrès national au Palais des Congrès tout proche n'était sans doute pas un hasard.

Dénonçant le « nettoyage ethnique » prôné par un certain « Ku Klux Kébécois » notamment formé du Parti Québécois, du Bloc Québécois et des grandes centrales syndicales, l'ex-colonel Brown réclame la création d'une province bilingue englobant tout la région métropolitaine de Montréal afin de délivrer les non-francophones de cette « zone d'apartheid au Canada » que feraient prévaloir au Québec les « nazis francophones ». Il reprend ainsi une idée de « province bilingue de Montréal » déjà mise de l'avant en 1997 dans la défunte revue *Cité Libre* par nul autre que Marc Lalonde, l'ancien ministre et bras droit de Pierre Elliot Trudeau.

En novembre 2010, James Angus Brown avait attiré l'attention des médias après avoir qualifié Pauline Marois de « Mugabé blanche du Kébékistan », en référence au président du Zimbabwé, le dictateur Robert Mugabé. Il avait aussi appelé au retour de la peine de mort dans le Code criminel et, dès lors, à la pendaison de la chef péquiste « pour le salut de l'Humanité ». Mais ce n'est qu'en décembre dernier que Brown avait finalement reçu la visite de la police de Montréal, après les plaintes du PQ et de nombreux citoyens.

Voilà donc le très subtil et pondéré contexte dans lequel s'inscrit cette manifestation du 17 avril. Compte tenu du discours provocateur du groupe et du sujet émotif abordé, la police était sur les dents au matin de l'événement prévu pour midi. Ce ne sont toutefois qu'une douzaine de personnes qui se pointèrent sur place, mais avec bannière, pancartes qualifiant la loi 101 de « terrorisme légal » et une amertume étonnamment rageuse qui a grandement teinté certains échanges avec la poignée de contre-manifestants présents. L'internaute amateur de délire paranoïaque et intéressé à voir de ses yeux ce très peu édifiant spectacle peut consulter le site Youtube en tapant « Manifestation de colonialistes anglophones contre la Charte de la langue française (loi 101) » et « Michel Rainville yelling at Manifestation anti-loi 101 ».

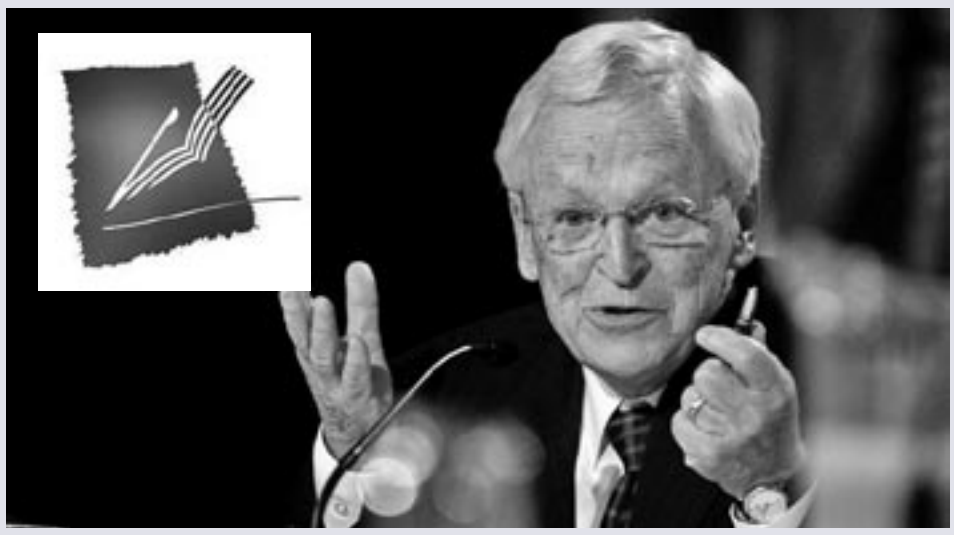

Le militant anti-loi 101 Michel Rainville (Source : Youtube)

Fort heureusement, les auto-patrouilles de la police étaient aussi nombreuses que les disciples de l'ex-colonel Brown. Lorsqu'un d'entre eux, dénommé Michel Rainville, s'est mis à sauter les plombs en admonestant avec force décibels un opposant pourtant serein, des agents de la paix se sont interposés pour sommer les manifestants et contre-manifestants de se tenir en deux groupes distincts et distants et à un retour au calme. Et retour au calme il y eut. Les contre-manifestants n'en ont pas moins eu l'occasion de constater le violent contraste entre, d'une part, les « We love Quebec » et « We want to rebuild Quebec together » scandés par les apôtres de James Angus Brown et, d'autre part, certains extraits glanés sur parkavenuegazette.com et issus de la plume vitriolique de leur gourou. *Nous ne nous reposerons pas tant que ces ordures francophones [favorables à la loi 101] ne seront pas mis en arrestation, jugés, condamnés et sévèrement punis en vertu de nouvelles lois plus dures que nous voterons lorsque notre faction sera au pouvoir ici*, écrivait récemment le sympathique ex-colonel, en anglais, bien sûr. Membres de la SSJB et du MMF, tenez-vous le pour dit ! •••



L'ex-colonel James Angus Brown (Source : Youtube)

Le Québec ne se souvient plus!



Le Québec ne se souvient plus! Résultats désastreux d'une recherche sur l'enseignement de l'histoire nationale dans le réseau collégial public du Québec.

L'automne dernier, le président de la Fondation Lionel-Groulx, M. Claude Béland, présentait aux médias les résultats d'une étude commandée par la Fondation Lionel-Groulx sur la place de l'histoire en général et de celle du Québec en particulier dans la formation de niveau collégial.

Cette étude a été menée par deux chercheurs : Gilles Laporte, historien et professeur d'histoire au cégep du Vieux-Montréal et Myriam D'Arcy, candidate à la maîtrise en histoire à l'Université du Québec à Montréal. Ils ont mené leur enquête auprès de tous les cégeps et des 296 enseignants en histoire au collégial, et ce, entre les mois de mai et août 2010 partout au Québec.


Gilles Laporte, historien. (Photo : Mathieu Breton)


Myriam D'Arcy, co-auteure de l'étude.

En 2010, l'histoire demeure le parent pauvre de l'enseignement collégial québécois. L'enseignement de l'histoire du Québec est dans un tel état de déclin que l'on peut parler sans exagération d'un quasi effacement de cette histoire dans les cégeps.

Nous lançons un appel à l'Assemblée nationale du Québec, au gouvernement et à la ministre de l'Éducation pour qu'ils corrigent de toute urgence ce véritable désastre éducatif national, a déclaré M. Claude Béland.

Des résultats déplorables

• Parmi les douze grandes compétences censées être acquises par les étudiants à la fin de leur parcours collégial, il n'y a aucune allusion ni à la culture historique des jeunes Québécois ni à leur appartenance à une nation de langue française et de culture distincte en Amérique du Nord.

• Dans les 111 pages du descriptif du programme de sciences humaines, le mot « histoire » n'apparaît qu'à un seul endroit, en rapport avec le cours sur la civilisation occidentale et, dans les 182 pages du descriptif de la formation générale commune, le mot « Québec » n'apparaît lui aussi qu'une seule fois, en rapport avec le cours « littérature québécoise ».

• La discipline « histoire » n'est présente au niveau collégial que dans le programme « sciences humaines » où sont inscrits 23,7 % de l'ensemble des étudiants. Aucun autre programme n'offre de cours d'histoire de sorte que plus de 75 % des jeunes Québécois terminent leurs études collégiales en n'ayant suivi aucun cours d'histoire.

• Parmi la minorité qui a accès à des cours d'histoire, la plupart des jeunes ont suivi, en 2008-2009, le cours *Histoire de la civilisation occidentale;* moins de 5 % ont suivi un cours d'histoire du Québec.

• La place du cours d'histoire du Québec est marginale dans la très grande majorité des établissements collégiaux. Elle occupe en moyenne 10 % de l'offre totale des cours en histoire durant la période 1995-2010 et connaît une régression certaine depuis 2005.

Un constat au-delà de Montréal

La régression de l'offre des cours en histoire du Québec n'est pas un phénomène montréalais qui pourrait s'expliquer par la transformation des clientèles à cause de l'immigration. La marginalisation de l'histoire nationale s'observe dans toutes les régions du Québec, comme en témoignent les données présentées dans les pages du rapport.

Recommandations

Pour remédier à la situation, la Coalition pour l'histoire au Québec, dont fait partie la Fondation Lionel-Groulx, convient de l'urgence de restaurer la place des études québécoises au collégial. Les membres de la Coalition en sont venus à une revendication générale qui permettrait d'apporter des correctifs. Ainsi, ils recommandent *que la formation générale commune au collégial prévoie que les élèves soient en mesure de comprendre l'histoire et les caractéristiques de la société québécoise actuelle* et qu'on instaure *un cours obligatoire d'histoire nationale dans la formation générale de tous les étudiants du réseau collégial.*

Source : coalitionhistoire.org

•••

COALITION POUR L'HISTOIRE

La marche de la Journée nationale des patriotes



D'année en année, de plus en plus de gens participent à la marche en hommage aux Patriotes qui se sont battus pour la liberté. À l'avant-plan, porte-voix à la main, Mathieu Boucher, du Mouvement pacifique pour l'indépendance du Québec. (Photo : Mathieu Breton)

Le 23 mai dernier, ils étaient plusieurs centaines de personnes à participer à la marche annuelle pour rendre hommage aux Patriotes. La marche organisée par les Jeunes patriotes du Québec (JPQ) a attiré cette année une foule encore plus nombreuse que les années précédentes, *les Québécoises et Québécoises ayant été fouettés par la défaite du Bloc,* a affirmé Mario Beaulieu, président de la SSJB.

Réunis devant l'ancienne prison du Pied-du-Courant, les marcheurs ont pu entendre Mario Beaulieu et le comédien Julien Poulin qui a lu le testament politique de Chevalier de Lorimier.

•••



La foule attentive aux propos du comédien Julien Poulin. (Photo : Mathieu Breton)



(Photo : Manon Arsenault)



Amir Khadir et Émilie Guimond-Bélanger, porte-parole de Québec Solidaire. (Photo : Mathieu Breton)



Gabrielle Dufour-Turcotte, porte-parole des Jeunes patriotes du Québec et Paolo Zambito. (Photo : Julien-Larocque-Dupont)



Mario Beaulieu et Julien Poulin. (Photo : Manon Arsenault)



L'Infoman Jean-René Dufort en entrevue avec Capitaine Québec. (Photo : Manon Arsenault)



L'événement s'est terminé en musique avec le chansonnier Denis Beaumont. (Photo : Gabrielle Dufour-Turcotte)

NOUS SOMMES ARRIVÉS À CE QUI COMMENCE

Depuis quelques semaines, des vigiles ont lieu tous les samedis à 14 h à Québec, Montréal, Cowansville et Mont-St-Hilaire. Initiées par quelques-uns des organisateurs du Moulin à paroles, elles rallient des gens provenant de milieux, de générations et d'horizons différents. Ces vigiles sont autonomes les unes des autres, mais ont un objectif commun : dénoncer les abus du gouvernement Charest et exiger sa destitution.

À Montréal, la vigile se tient tous les samedis, à 14 h, derrière l'Hôtel de ville de Montréal, au Champ-de-Mars (métro Champ-de-Mars).

Pour plus de renseignements sur ce mouvement citoyen et pour connaître les heures et lieux exacts des différentes vigiles, consultez le site *Nous sommes arrivés à ce qui commence* à marsdeuxmilleonze.wordpress.com/ •••


Les vigiles ont lieu tous les samedis derrière l'Hôtel de ville de Montréal. (Photo : x-Pat Viau)


François St-Louis (Photo : Manon Arsenault)


Sophie Turcot (Photo : x-Pat Viau)


Gabriel Duchesneau, Mario Beaulieu et Sébastien Ricard. (Photo : x-Pat Viau)


Gilbert Paquette (Photo : Manon Arsenault)


Catherine Dorion (Photo : Manon Arsenault)


Emmanuel Bilodeau et Sébastien Ricard. (Photo : x-Pat Viau)


Gérald Larose (Photo : x-Pat Viau)


Thomas Gauvin (Photo : Manon Arsenault)


Brigitte Haentjens (Photo : x-Pat Viau)

J'aurais voté OUI, mais j'étais trop petit


Bernard Landry, fier de voir tant de jeunes enthousiastes pour le projet souverainiste. (Photo : M. Arsenault)

Le vendredi 5 novembre 2010, avait lieu au Théâtre Plaza un rassemblement de jeunes indépendantistes qui ont pris la parole afin de souligner le 15e anniversaire du référendum de 1995. *J'aurais voté OUI, mais j'étais trop petit*, avaient déclaré de différentes façons ces jeunes artistes indépendantistes. N'ayant pu voter lors du dernier référendum, ces jeunes étaient venus exprimer la nécessité de l'indépendance. Cet événement chapeauté par le collectif Libre marcheur et par le Mouvement souverainiste du Québec avait à cette époque eu un tel succès qu'est né le projet de rassembler les textes et de les publier pour qu'ils rejoignent un vaste public. Mission accomplie, le lancement du livre ayant eu lieu, toujours au Théâtre Plaza, le 23 mai dernier dans le cadre des festivités de la Journée nationale des patriotes.

J'aurais voté OUI, mais j'étais trop petit - Édition EDITAS, 2011.




Bernard Landry a été chaudement accueilli par les jeunes qui ont assisté au lancement du livre *J'aurais voté OUI, mais j'étais trop petit.* (Photo : Manon Arsenault)

LES ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA SSJB

Joseph Dansereau, un président indépendantiste à une époque troublée

Par Jean-Pierre Durand



J'avais douze ans quand j'ai perdu mononc'Alfred. C'était juste avant l'ouverture du métro de Montréal. Alfred Lacombe était en fait mon grand-oncle. Retraité de la Montreal Tramways Company, lui et son épouse, matante Zabeth, avaient hébergé mes parents quand je suis venu au monde. Oh, tout au plus une année, mais cela avait été suffisant pour qu'ils me vouent une affection profonde, qui était partagée. Hélas, un infarctus mit un terme à cette belle relation que j'avais avec mononc'Alfred, qui me faisait tant rire avec ses blagues et ses tours de magie. Quelques années plus tard, je reçus de vieilles photos de lui datant de la fin des années trente, qui le montraient avec des collègues, tous cravatés, gantés, portant des hauts-de-forme et une canne à pommeau. Ils posaient, sérieux comme des papes, pour la postérité. Ces photos, prises à l'occasion du défilé de la Saint-Jean-Baptiste, indiquaient qu'il s'agissait de la section Père-Marquette de notre association. C'est que mononc'Alfred était un membre de la SSJB, et en était d'ailleurs très fier (une de mes tantes me l'a rappelé encore il y a quelque temps). Son engagement était à la fois patriotique, social et économique, car on ne parlait pas bien sûr de militantisme à cette époque.

Au moment où les photos ont été prises, Joseph Dansereau était le 53e à porter le titre de président de la SSJB, et il me plaît d'imaginer, à la façon de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours, que mononc'Alfred a pu le côtoyer et, si ça se trouve, qu'il lui a probablement serré la pince. Mais revenons à nos moutons et à l'objet de cette chronique. Joseph Dansereau est né le 29 janvier 1899 à St-Louis-de-Gonzague (Beauharnois) et resta garçon jusqu'en juin 1934, alors qu'il convola en justes noces avec une dénommée Rose Codère. De cette union, trois enfants naquirent : Marie-Josée, Paul et Marc. Joseph est décédé le 1er juillet 1972 et son épouse le suivit dix-sept ans plus tard.

Toute sa vie durant, Joseph Dansereau aura évolué dans le domaine de l'enseignement, mais il sera engagé pendant de nombreuses années dans les organisations nationalistes, comme l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC) et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. L'ACJC fournira plusieurs cadres de la SSJB. Déjà, à l'âge de 29 ans, Dansereau s'inquiète de l'américanisation. *Il était facile,* déclare-t-il, *d'identifier l'ennemi à l'époque de Dollard. C'était l'Iroquois. Qui est l'Iroquois en 1928 ? L'américanisme,* reprend-il de façon imagée, *voilà l'Iroquois, aux ruses civilisées, qui pour l'invasion a remplacé la chanson de guerre par le jazz, le dancing-song et le cinéma ; la danse de guerre par le black-bottom ; le tomahawk qui assomme, par le dépouillement « légal » de nos biens, nos traditions, notre fleuve, nos pouvoirs hydrauliques, nos forêts et notre industrie.* Parmi les revendications nationalistes de ces années-là, il y a celle de réclamer des emplois dans la fonction publique pour les Canadiens français.

Mais, on va plus loin. C'est ainsi qu'au Congrès de la SSJB du 14 mars 1935, Joseph Dansereau déclare : *Il est loisible de songer qu'un jour, séparés de la Confédération, nous formerons un pays libre. La liberté définitive, c'est, il est vrai, pour une race, le couronnement suprême. Nous n'y sommes pas et nous n'y serons pas avant longtemps. Ayons la fierté de vivre comme si l'échéance était certaine…* Cette doctrine énoncée par Dansereau fera l'objet d'un document qui sera publié l'année suivante par notre Société. Dans ce même texte, il insiste sur l'importance de franciser les étrangers qui arrivent, de reconquérir nos ressources naturelles, d'utiliser les médias et la culture pour influencer, etc. Il faut préciser qu'on évoque à quelques reprises l'indépendance chez les nationalistes dans les années trente. Ainsi, André Laurendeau préconise l'indépendance dans *Notre nationalisme* (1935). Et que dire du célèbre discours de Lionel Groulx, prononcé le 29 juin 1937, et qui se conclut par un vibrant « Notre État français, nous l'aurons ! » Et ce ne fut pas les seuls, si on songe à Paul Bouchard et à François Hertel.

Parmi les motifs d'inquiétude chez les Canadiens français, il y a l'immigration massive, mais il faut préciser que les dirigeants scolaires ont la mauvaise idée de diriger ces immigrants vers les écoles anglaises. La SSJB, de même que les autres sociétés nationales et les Canadiens français dans leur majorité, est, à la veille du conflit mondial, contre la course aux armements, contre le communisme et éprouve même un temps de la sympathie pour le gouvernement de Mussolini. En 1937, Dansereau devient président de la SSJB. Cet homme, qui a fait sa marque dans l'enseignement primaire, est le premier instituteur accédant à la présidence de notre Société.

C'est sous la présidence de Dansereau que la SSJB engagera une campagne anticonscriptionniste et contre l'immigration juive. Aujourd'hui, quand on connaît le sort atroce réservé aux Juifs sous le troisième Reich allemand, cette attitude peut surprendre, mais la mentalité des gens de l'époque était différente d'aujourd'hui… et elle n'était pas non plus unique aux Canadiens français (le premier ministre King a même dit du bien d'Adolf Hitler, ne l'oublions pas). Quant à l'immigration comme telle, pour saisir la méfiance des nôtres à son égard, il faut aussi comprendre qu'elle avait été souvent utilisée, dans l'Ouest canadien, afin de fragiliser et de minoriser l'élément canadien-français. Il reste que des tentatives, infructueuses, seront faites dans ces années-là par la SSJB auprès des communautés ukrainiennes et italiennes pour qu'elles envoient leurs enfants aux écoles françaises.

En 1938, Dansereau écrit à propos des siens, les Canadiens français : *Attentifs aux exigences du catholicisme social, dépositaires de la civilisation française, pionniers de ce pays – 150 ans avant tous les Canadiens d'autres origines – ils analysent leur situation actuelle, dressent l'inventaire de ce qu'ils ont, de ce qu'ils n'ont qu'en partie, notent ce qui leur manque, afin d'orienter leur pensée et leur action et de souder leur avenir à ce qu'il y a d'essentiel dans leur passé.* Ce 24 juin 1938, après le traditionnel défilé en après-midi, où *l'élément humain, les fanfares et les clairons donneront au cortège du mouvement et de la vie, et les drapeaux, déployés à profusion, de la couleur et de la beauté,* il y aura en soirée au kiosque du parc La Fontaine un ralliement national où l'on entonnera un pot-pourri d'airs canadiens, « J'entends le moulin », « Plaisir d'amour », « La Canadienne » et autres chansons populaires. Le président Dansereau, qui en sera à sa dernière année de présidence (il quittera le Conseil général en 1945), fera une allocution. Le maire de Montréal, Adhémar Raynault, prendra ensuite la parole. Eh bien, mononc'Alfred y était ! J'ai même des photos qui le prouvent !

Après avoir occupé différentes fonctions dans le monde de l'enseignement, notamment à l'École primaire supérieure Le Plateau, puis comme directeur général des études de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Joseph Dansereau se joignit au Centre éducatif et culturel en 1964 et y resta jusqu'à sa mort.

•••

Sources :
DANSEREAU, Joseph, *Doctrine nationale. Programme de pensée et d'action.* 1936.
DANSEREAU, Joseph, *Programme-souvenir de 1938 de la SSJB pour la fête nationale.*
DANSEREAU, Joseph, *Programme-souvenir de 1939 de la SSJB pour la fête nationale.*
RHÉAUME, Gilles, Conférence sur Joseph Dansereau prononcée à la Maison Ludger-Duvernay et disponible en partie sur TAGTÉLÉ, novembre 2009 (vidéo de Gilles Bédard).
ROBY, Yves, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929).* Québec, « Les cahiers de l'Université Laval », les Presses de l'Université Laval, 1976.
RUMILLY, Robert, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Des Patriotes au Fleurdelisé 1834/1948.* Montréal, Éditions de l'Aurore, 1975.

FLORILÈGE CULTUREL

Cette chronique n'a aucune prétention, si ce n'est de vous signaler des livres, sorties ou disques susceptibles de combler vos attentes.

À VOIR

Ouverte depuis 2008, la **Médiathèque littéraire Gaëtan Dostie** est un musée unique en son genre voué à la diffusion et à l'interprétation du patrimoine littéraire des communautés françaises des Amériques. Située au 1214, de la Montagne, à Montréal (métro Peel ou Lucien-L'Allier), la Médiathèque est ouverte en après-midi du lundi au vendredi (téléphone : 514-861-0880). Archives, manuscrits, œuvres d'art, imprimés et photos donnent un aperçu complet de la littérature québécoise. De plus, on y présente parfois en soirée des chansons et des poèmes. Pour être tenu au courant par courriel des activités du musée : info@mlgd.ca.

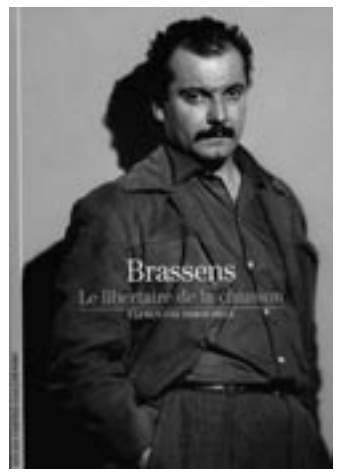


Il y a quelques semaines, **Claud Michaud** avait donné un court aperçu de son talent d'interprète à la Maison Ludger-Duvernay. J'avais été à ce point emballé que je suis allé le revoir en avril dernier dans un spectacle tout entier consacré à Georges Brassens. C'était au restaurant belge du Petit Moulinsart dans le Vieux-Montréal. Il donnera dans les prochains mois d'autres spectacles, ceux-là dédiés aux chansons de **Félix Leclerc**. Pour avoir une petite idée de son talent et pour savoir où seront présentés ces concerts, rendez-vous sur son site : claudmichaud.ca.

À ÉCOUTER

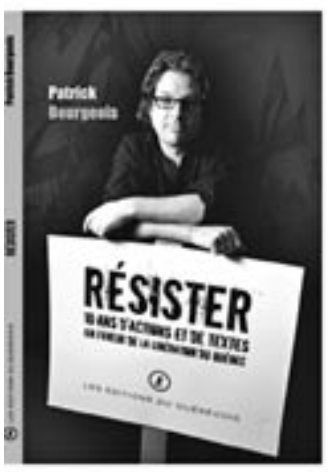
Un nouvel opus musical de **Richard Desjardins**, c'est un événement. Et *L'existoire* – c'est son titre – ne décevra pas les aficionados du chantre abitibien. Comme tout le monde n'aime pas nécessairement ce chanteur, je vous propose, dans un tout autre registre, le dernier-né de **Marie-Élaine Thibert**, *Je suis*, qui dégage une plus grande maturité chez cette artiste et qui démontre, s'il y avait besoin, que le Québec ne manque décidemment pas de talent. Mais cela, on le savait.

À LIRE



Je suis un fan fini de **Georges Brassens**, mais, allez savoir pourquoi, je ne connaissais rien ou presque de sa vie et de son histoire. Je suis donc tombé un peu par hasard sur une biographie qu'a écrite Clémentine Deroudille et je l'ai adorée. Brassens y fait cette confidence : *J'écris parce que le monde dans lequel on est ne me convenant pas tout à fait, je me crée un monde parallèle, où je fais à peu près ce que je veux. Je crois que la plupart des gens qui écrivent, écrivent pour cela, pour créer autre chose que ce qui existe, une espèce d'évasion, un monde idéal.* C'est publié dans la très belle collection *Découvertes* de Gallimard.

Parlant de Brassens, cela me fait forcément penser aux *Copains d'abord*, ce qui m'amène à vous suggérer la lecture de ***Résister***, un ouvrage de **Patrick Bourgeois** qui vient de paraître aux Éditions du Québécois. Je crois qu'avec ce livre, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'organisation du Québécois sans jamais oser le demander s'y trouve. C'est un tour d'horizon complet des dix années de cette organisation qui est proposé. Une histoire qui commence par la création d'un journal indépendantiste, qui se poursuit avec la mise sur pied des Éditions du Québécois, de Québec-Radio et, plus près de nous, du RRQ. Patrick Bourgeois fait de la politique d'une façon qui dérange les bien-pensants, certes, mais il le fait avec conviction, sans se soucier de vous vendre une carte de parti ou de plaire à Pierre, Jean, Jacques. En somme, il fait tout cela comme un homme libre.



Jean-Pierre Durand

•••

Comme on dit par chez nous…

par Agathe Boyer

Chaque pays à travers le monde est en général caractérisé par son histoire et sa culture. Ces deux éléments constituent dans leur ensemble une base identitaire essentielle. La langue et certaines expressions utilisées, font partie intégrante de cet ensemble. Au Québec, il n'est pas rare d'entendre des expressions qui nous sont totalement étrangères et incomprises. Ces expressions donnent pourtant au français d'ici toute sa saveur et sa particularité. Chacune d'entre elles est un précieux héritage des ancêtres. Nous allons vous présenter dans cette nouvelle chronique certains de ces mots et expressions que vous avez sans doute entendus quelque part dans votre entourage ou dans les médias.

En arracher : éprouver des difficultés, des problèmes. *J'en ai arraché pas à peu près.*
Ayoye : contraction de aïe et ouille. Exprime la douleur ou l'étonnement, voire l'admiration.
Avoir l'air à pic : avoir l'air maussade.
Se péter les bretelles : afficher de l'autosatisfaction, se vanter.
Broche à foin : organisé de façon hâtive, avec des moyens de fortune. *Une organisation de broche à foin.*
Faire du barda : faire du tapage, du chahut.
Avoir, faire la baboune : bouder, comme font souvent les enfants.
Donner la claque : se secouer pour terminer une affaire, fournir un gros effort. *Il va falloir donner la claque pour terminer ce journal !*
Coudon : contraction de « écoute » et « donc ». Exclamation marquant l'impatience.
Dalot : se rincer le dalot (la gorge), trinquer.
Se désâmer : se dévouer à l'extrême, se donner beaucoup de mal. *Elle s'est désâmée pour obtenir ce poste.*
Diguidou : très bien. *Aller diguidou. Les gens sont diguidou. C'est diguidou.*
Écœurant : très bien, très bon. *La Môsus ? Est écoeurante! Son père est vraiment écœurant, il lui a prêté sa voiture.*
Équipée pour veiller tard : lorsqu'on parle d'une dame pourvue d'une poitrine généreuse. Pour monsieur, on emploiera : **amanché pour veiller tard.**
Enfirouaper : se faire tromper, berner par de belles paroles, des promesses trompeuses. Ainsi quand les Français se faisaient duper par les Anglais, ils employaient cette expression qui, par la suite s'est généralisée (p. ex. *L'Enfirouapé,* roman d'Yves Beauchemin).
Enfant de nanane : personne détestable, difficile.
Fouille-moi : expression ironique signifiant à l'interlocuteur que vous ne possédez pas la pensée qu'il vous prête.
Gnochon : dans la liste des mots qui servent à désigner les sots.
Gossant : emmerdant, ennuyeux. Se dit des personnes comme des comportements.
Gosser autour : tourner en rond, tergiverser, perdre son temps.
Faire son homme : faire son fanfaron.
S'enfarger dans ses idées : bafouiller, s'exprimer de manière confuse.
S'exciter le poil des jambes : s'exciter exagérément, excitation réelle ou feinte. *Excite-toi pas le poil des jambes !*
Être jacké en l'air : être juché, surélevé, soulevé. *Elle était jackée en l'air sur ses talons hauts.*
Être jacasseux : être mouchard, bavard.
Perdre sa josephté : perdre sa virginité, pour un homme.
Kapout, kaput : faire (être) kapout. Se tromper, échouer (être fichu). *S'il pensait me faire changer d'idée, il a fait kapout.*
Avoir le kick : s'amouracher, s'enticher. *Elle a le kick, je pense, tu devrais l'inviter à danser.*
Avoir le gros kit : jouir de tout le confort souhaitable, posséder toute la panoplie requise.
Avoir tout le kit : avoir tout le nécessaire, voire le superflu.
En criant lapin : en un rien de temps, sur-le-champ.
Trempe en lavette : complètement mouillé.
Allume tes lumières : ouvre-toi les yeux, réveille-toi!
Arriver en ville : finir par se rendre compte de quelque chose.
Peinturer les lumières : brûler un feu rouge.
Prendre du lousse : s'offrir du bon temps, s'accorder un peu de liberté.

J'espère que ces expressions québécoises vous ont fait rire pas à peu près! D'autres suivront dans le prochain numéro du journal *Le Patriote.*
Tourlou! (ce qui veut dire, à la prochaine). •••

Sources : Melançon, Benoît et Pierre Popovic, *Le village québécois d'aujourd'hui,* Éditions Fides, 2001.
Desruisseaux., Pierre, *Dictionnaire des expressions québécoises.* Bibliothèque québécoise, 1990.
Antidote, Druide informatique, 2010.

Le mot juste… Pour l'amour du français

Voici quelques termes ou expressions souvent utilisés dans notre quotidien que nous présentons afin de nous encourager à employer le mot juste le plus souvent possible et les anglicismes le moins souvent possible.

Expression fautive — **Bonne expression**

À chaque, à tous — **Chaque, tous**
À chaque et *à tous* sont deux expressions vieillies. Le français moderne supprime la préposition *à.* On dira donc **Venez me voir chaque jeudi** et non pas *à chaque jeudi* et **Venez me voir tous les jeudis**.

Acquis (prendre pour) — **Tenir pour acquis**
Prendre pour acquis est un anglicisme (en anglais : *to take for granted*). On dira ainsi : **Je tenais pour acquis** que vous étiez au courant.

Abreuvoir — **Fontaine**
Un abreuvoir est une installation ou un récipient servant à faire boire les animaux. Les personnes boivent à une **fontaine**.

Admission — **Entrée**
Admission est un anglicisme. L'anglais *admission* a souvent le sens d'entrée. Pour un spectacle, on parle de **prix d'entrée** et non du *prix d'admission.* Admission : action de recevoir, de laisser entrer. Ex : admission à la société des auteurs.

À date, jusqu'à date — **À ce jour, jusqu'ici**, **Jusqu'à maintenant, jusqu'à présent**
À date et *jusqu'à date* sont des anglicismes (*to date, up to date*). On dira donc « **Jusqu'à maintenant**, tout va bien » ou « **À ce jour**, les résultats obtenus sont… ». Dans le même esprit, on dira « **mettre à jour** » ou « **être à jour** » plutôt que « *mettre à date* » et « *être à date* ».

Balayeuse — **Aspirateur**
Une balayeuse est le véhicule muni de grosses brosses rotatives pour le nettoyage des rues. L'aspirateur est l'appareil dont on se sert pour nettoyer à l'intérieur.

Brocheuse — **Agrafeuse**
Une brocheuse est un appareil industriel servant à brocher des livres. Une agrafeuse est un petit appareil qui sert à attacher deux ou plusieurs feuilles de papier.

Être à l'emploi de — **Travailler pour** **Travailler chez**
Être à l'emploi de vient d'une expression anglaise désuète *To be in the employ of.* On dira, « Je **travaille chez** le fleuriste du coin » ou « Je **travaille pour** cette entreprise depuis plusieurs année.

Fonds de pension — **Caisse de retraite**
Fonds de pension est un calque de *pension fund.* Le terme équivalent en français est **caisse de retraite**. La pension est la somme que retire le retraité.

Levée de fonds — **Campagne de financement** **Campagne de souscription**
Levée de fonds est un calque de *Fund raising campaign.* En français, on dira plutôt **campagne de financement** ou de **souscription**. Dans le cas d'une campagne pour une œuvre de charité ou pour un parti politique, on pourra aussi utiliser **collecte**.

Savoir qu'on utilise une expression fautive est le premier pas pour pouvoir la corriger. C'est cependant une tâche à long terme, car une expression ancrée dans notre quotidien n'est pas facile à changer. Commençons donc maintenant afin de contribuer à préserver la qualité de notre langue.

Élaine Des Lauriers

•••

Sources :
Dubuc, Robert *En français dans le texte,* Linguatech, 2000.
Chouinard, Camil *1300 pièges du français parlé et écrit au Québec et au Canada,* Éditions Libre Expression, 2001.

Téléphonistes recherchés

Le Mouvement Montréal français est à la recherche de personnes sérieuses, dynamiques, méthodiques, aimant les contacts interpersonnels et détenant un bon esprit d'équipe pour donner un petit coup de main à la mobilisation.
Si vous êtes intéressé-e par cette offre, communiquez au **514-835-6319** et nous nous ferons un plaisir de vous accueillir dans l'équipe !

Mouvement Montréal français

Un don ou un legs testamentaire

à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal nous aidera à poursuivre encore mieux notre combat!

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à madame Monique Paquette au 514-843-8851

La première loi linguistique du Québec a 101 ans

par Agathe Boyer

Il y a cent un ans, le 4 juin, était sanctionnée la première loi québécoise spécifiquement destinée à promouvoir la langue française au Québec.

Au début du vingtième siècle, les compagnies d'électricité, de transport, de télégraphie et de téléphonie ne transigent qu'en anglais avec leurs clients québécois. Pour Armand La Vergne, qui était alors député nationaliste de Montmagny, la défense du français passe par le bilinguisme des relations d'affaire de ces entreprises qui offrent les services d'utilité publique. Il propose une loi qui s'intitule « Loi amendant le Code civil concernant les contrats faits avec les compagnies de services d'utilité publique ». Le combat de La Vergne dure six ans et vient à bout des pressions des grandes entreprises. Le projet de loi est adopté à l'unanimité par la Chambre le 27 mars 1910 et il est sanctionné le 4 juin 1910.

La loi entrera en vigueur le 1er janvier 1911.

Cette première loi linguistique est aujourd'hui connue sous le nom de « Loi La Vergne ».

•••

Source : Secrétariat à la politique linguistique, Québec.
Tiré du site : lespl.gouv.qv.ca/ministreetspl/actualites/detail/article.

Le Mouvement Montérégie français célèbre la Journée internationale de la Francophonie

Par Luce Cloutier

À l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, le Mouvement Montérégie français en partenariat avec la Municipalité de Mont-Saint-Hilaire, les sections Doris- Lussier et Pierre-Lemoyne-d'Iberville de la SSJB de Montréal et la télévision communautaire de la Vallée-du-Richelieu, a organisé la célébration de la Journée internationale de la Francophonie le 20 mars dernier à la salle Jordi Bonnet de Mont-Saint-Hilaire. M. Michel Gilbert, maire de Mont-Saint-Hilaire, a officié à titre de Président d'honneur.

Solidarité et langue française

C'est sur le thème de la solidarité et du slogan de la Francofête ***Le français, pour agir ensemble*** que nous avons tenu à célébrer les 41 ans de la signature autorisant la création de l'Organisation Internationale de la Francophonie en 1970. C'est notre manière de manifester notre sentiment d'appartenance à la francophonie, de renforcer notre identité culturelle francophone québécoise en assurant la longévité de la langue française et d'en faire un projet d'avenir.

Dédiée à la langue française, la Journée internationale de la Francophonie unit 200 millions de locuteurs recensés dans le monde et rassemble aussi les 870 millions de personnes vivant dans les 70 États et gouvernements de l'Organisation internationale de la Francophonie. À l'instar des autres nations francophones, nous avons voulu célébrer, échanger, partager et collaborer afin de faire du français une belle et grande langue dans le monde.

C'est la première fois que la Francofête est organisée à Mont-Saint-Hilaire. De multiples activités ont été prévues au cours de la journée, et ce, pour tous les groupes d'âge (tables-rondes, spectacles pour enfants, films, lecture).

M. Michel Gilbert a prononcé le discours d'ouverture à titre de Président d'honneur. M. Yves Lessard, député du Bloc Québécois, s'est ensuite adressé à l'assistance. Tous deux ont souligné l'importance et l'urgence d'agir afin d'assurer er de garantir la place de la langue française dans le contexte de la mondialisation et de la montée de l'anglicisation.



Ils sont venus nombreux fêter la Journée internationale de la Francophonie. (Photo : Guy Morin)

Table ronde sur la vitalité de la langue français en Montérégie

En matinée, le Mouvement Montérégie français a tenu une table ronde sur la vitalité du français en Montérégie. M. Gérald Paquin, chercheur; M. Gilles Laporte, historien; M. Yves Beauchemin, écrivain et porte-parole de MMGIEF et Madame Xixi Li, directrice du Centre sino-Québec de Brossard, ont discuté de l'importance de la protection du français.

Le chercheur Gérald Paquin a présenté les résultats de son analyse des données de Statistique Canada (comparaison 1996 et 2006) sur la vitalité de la langue en Montérégie. Les résultats démontrent que l'anglais a une force d'attraction supérieure à celle du français auprès des allophones en Montérégie. À moyen et à long terme, cela conduirait à dévaloriser la langue française dans la région. En guise de conclusion, il écrit : *On observe un étalement géographique de l'anglicisation au sud et à l'ouest de la Montérégie. Une percée s'effectue vers le nord, le long du Chemin des Patriotes dans la Vallée du Richelieu. Seules les MRC de Beauharnois-Salaberry et Lajemmerais demeurent des châteaux-fort. Plus à l'est, Brome-Missisquoi s'anglicise.*

M. Gilles Laporte, dans une perspective historique, a souligné la présente déliquescence de l'État dans le soutien de la langue française au Québec. Dans le passé, il a démontré le rôle joué par l'Église dans la protection de la langue française, appui relayé par l'État au moment de la « révolution tranquille ». Aujourd'hui, qui peut assurer la protection de la langue française dans un contexte où la mondialisation sert d'alibi à l'américanisation et l'anglicisation?

Après avoir commenté quelques articles de presse favorables au bilinguisme, dont un de Lysiane Gagnon et les résultats d'un sondage de Léger Marketing paru dans *Le Devoir* du 15 mars 2011 démontrant que près de 63 % estiment que le bilinguisme ne représenterait pas un risque pour le français au Québec, M. Yves Beauchemin a conclu en disant *qu'un peuple ne peut avoir deux langues nécessaires à sa survie.* Le français doit devenir un instrument essentiel dans le monde du travail puisque c'est justement dans ce domaine que la pression vers l'anglicisation prédomine.

M^me^ Xixi Li, représentante de la communauté sino-québécoise en Montérégie, après avoir souligné les difficultés d'intégration de la dite communauté, a plaidé en faveur d'une plus grande dynamique de l'accueil de la part des Québécois. Ainsi, conviendrait-il de créer les conditions gagnantes pour apprendre le français aux personnes immigrantes, et ce, surtout, dans le domaine du travail.

Spectacle et activités pour la famille

En après-midi, plusieurs activités se sont déroulées dont la lecture d'un conte et un spectacle pour enfants. Celui-ci a été préparé et organisé par Gramyfée et Lutinus, de la Grange aux fées de Saint-Denis-sur-Richelieu.

Le spectacle a été suivi d'une remise de prix aux élèves ayant participé au concours de dessin organisé dans les écoles primaires sur le thème de la Francofête 2011 « Le français, pour agir ensemble ». En effet, le Mouvement Montérégie français a lancé une invitation à onze écoles primaires de Mont-Saint-Hilaire, de Belœil et de Sainte-Madeleine. Cinq écoles ont allègrement accepté de participer à cette activité. Le jury, formé de madame Nicole Tremblay, peintre de Belœil ; de monsieur François Camilli, peintre et décorateur et de madame Luce Cloutier, du Mouvement Montérégie français, a sélectionné les vingt-cinq dessins les plus représentatifs des thèmes proposés et a remis des prix à leurs auteurs.

La journée s'est terminée par un spectacle présenté par plusieurs artistes de la région qui ont gracieusement accepté de participer: le groupe de RAP Mégafon; Maxime Guénette, chansonnier; Ariane Labonté, conteuse et Kees Vanderheyden, conteur.

Nous tenons encore une fois à remercier les maisons d'édition ERPI, Trampoline et Booemrang ainsi que le Centre culturel de Belœil, la compagnie Lassonde-Oasis, le Centre de la nature du Mont-Saint-Hilaire ainsi que tous les autres commanditaires qui nous ont permis de réaliser cette journée .

En cette première année de la célébration de la Francofête au Mont-Saint-Hilaire, plus de trois cents personnes ont assisté aux différentes activités organisées par le Mouvement Montérégie français. Nous projetons de perpétuer cette célébration l'année prochaine en souhaitant une participation grandissante. •••



(Photo : Guy Morin)

PROJET DE RÉPERTOIRE

À l'assemblée générale annuelle en mars dernier, une proposition a été amenée pour que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal lance un projet de répertoire des biens et services. Ainsi nos militants ont exprimé le souhait d'encourager les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal qui peuvent offrir un service à notre communauté.

Si vous êtes intéressés par ce bottin de bonnes adresses, nous vous offrons la possibilité d'adhérer au bottin virtuel (qui se trouve également sur le site Internet de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal) ou au bottin papier.

Veuillez nous faire parvenir votre carte professionnelle ou compléter le tableau ci-dessous.

Votre réponse doit nous parvenir au plus tard le 15 juillet 2011.
Envoyez à reception@ssjb.com ou SSJBM, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H2X 1X3

Produits et services	
Nom complet	
Adresse	
Téléphone / cellulaire	
Courriel	

Bottin virtuel GRATUIT **Bottin papier 5 $**

LOTOMATIQUE
loto-québec

Voici une autre façon de contribuer à l'action de la SSJBM. Rien de plus simple. Votre abonnement :

- Vous permet de participer, pendant 6 mois, à tous les tirages de la Lotomatique et de participer ainsi au financement de la SSJBM;
- Vous donne l'occasion, par le biais de l'option de groupe, de faire connaître la SSJBM à vos amis, parents et collègues.
- Je désire m'abonner à un groupe formé par la SSJBM et j'envoie un chèque au montant de 36,40 $, à l'ordre de la SSJBM, à l'adresse suivante :
  82, rue Sherbrooke Ouest
  Montréal, Québec
  H2X 1X3
- Je désire être responsable d'un groupe de 10 personnes et recevoir le formulaire. Je le remplirai dûment et le retournerai avec un chèque au montant de 364 $, à l'ordre de la SSJBM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS
514-843-8851

SSJB
loto-québec

La Fête nationale du Québec à Montréal

Pour une troisième année consécutive, Guy A. Lepage sera à la barre du spectacle au parc Maisonneuve. La fête aura un p'tit air de famille avec Robert Charlebois et son fils, Jérôme Charlebois, les frères Éric Lapointe et Hugo Lapointe ainsi que Rufus Wainwright et sa sœur Martha Wainwright. Marie-Pierre Arthur, Damien Robitaille, Brigitte Boisjoli, Yves Lambert, Claude Gauthier et Vincent Vallières seront aussi de la fête. La direction musicale a été confiée à Dan Georgesco, le leader du groupe Les Porn Flakes





Horaire des activités du 24 juin

13 h
Défilé des Géants de la Fête nationale, rue Sherbrooke (entre la rue Fullum et le parc Maisonneuve)

15 h à 17 h
Animation familiale au parc Maisonneuve, kiosques et activités pour petits et grands, notamment l'exposition des Géants du Défilé

17 h 30
Animation musicale ;
un party avec les plus grandes chansons québécoises !

19 h
Spectacle d'Yves Lambert

21 h
Grand spectacle de la Fête nationale animé par Guy A. Lepage





Plus de détails sur la page Facebook de la Fête nationale. Profitez-en pour faire part de vos souvenirs des éditions précédentes, que ce soit en mots, en photos ou en vidéos.

Pour vos réunions, assemblées et réceptions,

de 10 comme de 200 personnes, la Maison Ludger-Duvernay offre trois somptueux salons, à des prix très abordables.

Laissez-vous charmer par le cachet historique de cet édifice victorien, construit en 1874.
Pour plus de renseignements, communiquez au 514-843-8851 ou consultez le site de la SSJB au ssjb.com.

Ou encore, contactez-nous par courriel au info@ssjb.com





Le Patriote

SSJB

Journal trimestriel édité par la
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3
Tél. : 514-843-8851
Téléc. : 514-844-6369
Vous avez des commentaires ?
Communiquez avec nous au
journal@ssjb.com
Dépôt légal : 2e trimestre 2011.
Bibliothèque et archives nationales du Québec.
Reproduction autorisée avec mention de la source

Directrice et rédactrice en chef
Élaine Des Lauriers

Mise en page
Pierre Dagesse

Ont collaboré à ce numéro
Mario Beaulieu, Agathe Boyer, Claude G. Charron, Luce Cloutier, Jean-Pierre Durand, Christian Gagnon, Paul-Henri Hudon, France Langlais, Monique Paquette, Pierre Serré

Photographies et illustrations
Manon Arsenault, Johanne Beaulieu, Mathieu Breton, Pierre Dagesse, Gabrielle Dufour-Turcotte, Christian Gagnon, Jean Lapointe, Julien Larocque-Dupont, Guy Morin, x-Pat Viau

OUI, je suis indépendantiste et j'encourage la Société !

❑ **Membre ordinaire**	**10 $**
❑ **Membre étudiant**	**5 $**
❑ **Membre adhérent (Service d'entraide)**	**2 $**
❑ **Membre à vie**	**200 $**
❑ **Membre à vie (60 ans et plus)**	**75 $**
❑ **Don à votre discrétion** _____	**$**
TOTAL _____	**$**

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Téléphone _____ Date de naissance _____

Courriel _____ Profession _____

Signature _____

Retourner avec votre paiement à :
SSJBM, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H2X 1X3